



AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

**COTE D'IVOIRE
EDUCATION FORMATION EMPLOI
DES JEUNES**

AIDE MEMOIRE

DEVELOPPER EDUQUER FORMER INSERER LES JEUNES (DEFI)

- 1) **Mission de démarrage de la deuxième phase du Programme DEFI (C2D N°2)**
- 2) **Mission de supervision du Programme C2D DEFI N°1 – CCI 1201 (C2D N°1)**

3 - 12 février 2016

Table des matières

GLOSSAIRE	4
1 RESUME EXECUTIF	6
2 COMPOSITION, OBJECTIF DE LA MISSION	13
2.1 Composition et déroulement de la mission	13
2.2 Objectif de la mission	13
3 CONTEXTE DE LA MISSION	13
4 PROGRAMME DETAILLE DES THEMES ABORDES	14
4.1 Projet Education-Formation	14
4.1.1 Supervision du projet en cours sur C2D N°1	14
4.1.2 Appui au démarrage du projet Education-Formation du C2D Défi-Jeunes N°2	16
4.2 Projet emploi	16
4.2.1 Supervision du projet en cours sur C2D N°1	16
4.2.2 Supervision du projet Emploi du C2D N°2	16
5 ENTITES RENCONTREES ET VISITES EFFECTUEES	17
5.1 Entités rencontrées	17
5.1.1 Unités de coordination de projets	17
5.1.2 Education de base	17
5.1.3 Formation professionnelle	17
5.1.4 Enseignement supérieur	17
5.1.5 Emploi	17
5.1.6 Ensemble des secteurs et thèmes transversaux	18
5.2 Visites effectuées (6-12 février)	18
6 EXECUTION FINANCIERE	19
6.1 Situation des décaissements du C2D	19
6.2 Situation des marchés du C2D	20
6.3 Audit des dépenses du C2D	20
7 SUIVI DES INDICATEURS (CADRE LOGIQUE)	21
8 AVANCEMENT CONSTATE ET DILIGENCES A EFFECTUER PAR COMPOSANTE ET PAR ACTIVITE	27

8.1	Projet Education-Formation - Composante 1 – EDUCATION DE BASE C2D1	27
8.2	Projet Education-Formation - Composante 1 – EDUCATION DE BASE C2D2	31
8.3	Projet Education-Formation - Composante 2 – formation professionnelle C2D1	34
8.4	Projet Education-Formation - Composante 2 – formation professionnelle C2D2	37
8.5	Projet Education-Formation - Composante 3 – enseignement supérieur C2D1	39
8.5.1	Sous-composante 3.1 – INPHB – C2D1	39
8.5.2	Sous-composante 3.2 – UNIVERSITES PUBLIQUES – AMRUGE 1- C2D1	41
8.6	Projet Education-Formation - Composante 3 – enseignement supérieur C2D2	44
8.6.1	Sous-composante 3.1 – INPHB C2D2	44
8.6.2	Sous-composante 3.2 – UNIVERSITES PUBLIQUES – AMRUGE 2- C2D2	49
8.7	Projet EMPLOI DES JEUNES	52
8.7.1	Projet EMPLOI DES JEUNES - C2D2	52
8.7.2	Projet EMPLOI DES JEUNES - C2D2	59
8.8	ANNEXE 1 - ETUDES A REALISER POUR C2D2 ET SOURCES DE FINANCEMENT - ACTUALISATION DU TABLEAU RECAPITULIF	64
8.9	ANNEXE 2 - Tableaux d'exécution du C2D 1 Emploi	65

GLOSSAIRE

ACCD	Agence comptable centrale des dépôts (Trésor public ivoirien)
AEJ	Agence Emploi Jeunes (ex AGEPE)
AFRAL	Entité de formation de la branche professionnelle du transport (AFT-IFTIM)
AGEPE	Agence pour l'emploi (dissoute en 2015, remplacée par l'AEJ)
AGEROUTE	Agence de gestion des routes
AMRUGE 1 et 2	Appui à la mise en œuvre de la réforme des universités et grandes écoles (projet C2D 1 et 2 de modernisation des Universités publiques ivoiriennes)
BCPE	Bureau de coordination du programme de l'emploi du MPJEJSC
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
C2D1	Premier contrat de désendettement et de développement (signé le 1/12/2011)
C2D2	Deuxième contrat de désendettement et de développement (signé le 3/12/2014)
CAMES	Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
CCIPIF	Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Ile de France
CICID	Comité interministériel pour la coopération internationale au développement
CIEP	Centre international d'études pédagogiques (MEN français)
CIRAD	Centre international de recherche agronomique pour le développement
CODIFOR	Entité de formation de la branche professionnelle métallurgie (UIMM)
CNRS	Centre national de la recherche scientifique (France)
CTB	Comité technique bilatéral (France-Côte d'Ivoire) pour le suivi technique du C2D
DEFI Jeunes	Développement de l'Education, la formation et l'insertion des jeunes (terme générique du C2D 1 et 2 Education formation emploi des jeunes)
DELC	Direction des écoles, lycées, collèges (MEN)
DPFC	Direction de la pédagogie et de la formation continue (MEN)
DGFP	Direction générale de la formation professionnelle (METFP)
DGE	Direction générale de l'emploi (METFP)
DMP	Direction des marchés publics (MEF)
EPP	Ecole Primaire Publique
EPT	Education pour tous (plans nationaux centrés sur la scolarisation primaire universelle)
ETFP	Enseignement technique et de la formation professionnelle
ETI	Expert technique international
ESCAE	Ecole supérieur de commerce et d'administration des entreprises (INPHB)
ESBTP	Ecole supérieur du bâtiment et des travaux publics (INPHB)
ESI	Ecole supérieure d'industrie (INPHB)
ESMG	Ecole supérieure des mines et de géologie (INPHB)
ESGN	Ecole supérieure de géologie de Nancy
ESTP	Ecole spéciale des travaux publics (Paris-Cachan)
FDFP	Fonds de développement de la formation professionnelle
GIP Auvergne	Groupement d'intérêt public du rectorat de la région Auvergne
INPHB	Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny
IPNETP	Institut pédagogique national de l'enseignement technique et professionnel
IRD	Institut de recherche pour le développement
LMD	Licence Master Doctorat
MAEDI	Ministère des affaires étrangères et du développement international (France)

MPJEJSC	Ministère de la promotion de la jeunesse, de l'emploi des jeunes et du service civique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEAS	Ministère de l'Emploi, des affaires sociales
MEN	Ministère de l'Education nationale
METFP	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MOOC	Cours de masse en ligne sur internet
M€	Millions d'euros
MFCFA	Millions de FCFA
Md FCFA	Milliard de francs CFA
ONG	Organisations non gouvernementales
ODD	Objectif de développement durable (Nations-Unies – 2015)
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement (Nations-Unies – 2000)
PAMT	Plan d'action à moyen terme du secteur de l'éducation (prévu pour 2010-12, réalisé en 2012-2014 en raison de la crise post-électorale ivoirienne de 2011)
PEJEDEC	Projet emploi des jeunes et développement des compétences (Banque mondiale)
PME	Partenariat Mondial pour l'Education (ex-Initiative Fast Track-Education pour tous)
PRESED	Projet de recherche de l'enseignement supérieur du C2D (coordonné par IRD)
PUAEB	Projet d'urgence d'appui à l'éducation de base (financement PME)
PND	Plan national de développement de la Côte d'Ivoire PND1 : 2011-2015 et PND2 : 2016-2020
PPTE	Initiative Pays pauvres et très endettés de remise partielle de la dette
SCAED	Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (MPJEJSC)
ST-C2D	Secrétariat technique du C2D (placé auprès de la Primature)
UVCI	Université virtuelle de Côte d'Ivoire
THIMO	Travaux à haute intensité de main d'œuvre
THIMO+	Travaux à haute intensité de main d'œuvre avec accompagnement vers l'emploi salarié ou l'auto-emploi
UCP	Unité de coordination de projet (terme générique)
UCP-EF	Unité de coordination du projet Education formation du C2D

1 RESUME EXECUTIF

PROJET EDUCATION FORMATION – C2D 1 et 2-
Budget : 50,8 Mds FCFA ; taux d’engagement 45 % ; taux de décaissement 20 %

Composante 1 – Education de base

Construction de 116 écoles primaires : efficacité du dispositif coordonné par les ONG : avancement satisfaisant malgré des retards constatés (40 écoles en cours de réalisation ou déjà livrées ; 40 écoles à livrer d’ici la fin de l’année) ; bonne efficacité de la mobilisation sociale coordonnée par les ONG ;

Collèges de proximité : Les marchés des 40 collèges sont signés ; 36 collèges sont en cours de construction (taux de réalisation : 9 collèges supérieurs à 40% ; 10 collèges supérieurs à 20% ; 17 collèges à 10% ou inférieur) ; 4 collèges n’ont pas démarré. Une proportion des entreprises en difficulté doivent faire l’objet d’un encadrement rapproché et certains marchés devront être résiliés) ;

Principales diligences attendues :

C2D1 : Ecole primaire : veiller à la qualité du second œuvre et des finitions ; constructions de collèges : renforcer le contrôle technique et la supervision ; maintenir la pression sur les entreprises pour le respect des délais (des économies peuvent être réalisées par une révision des plans-types). Arbitrer sur le matériel didactique et numérique pour les collèges et les CAFOP et lancer les AO.

C2D2 : Collèges : adopter le mode opératoire, et la liste des sites à construire ; mettre en vigueur le partenariat pour l’appui à la réforme des collèges (CIEP) ; actualiser le plan-type pour réduire les coûts ; manuels scolaires : adopter un plan d’action qui garantisse que chaque élève disposera d’un manuel dans les matières fondamentales ; formation pédagogique : élaborer un plan de formation des enseignants et directeurs d’établissements (inspiré du dispositif de formation à distance IFADEM) et négocier le partenariat avec l’Initiative IFADEM (AUF/OIF) pour l’ingénierie de formation.

Composante 2- Formation professionnelle

Achèvement des études techniques et préparation des DAO de travaux des lycées professionnels pour les trois filières (industrie agro-alimentaire, maintenance industrielle, bâtiment et travaux publics) ;

Bon avancement de l’ingénierie de formation dans les trois branches IAA, MI et BTP ; bon avancement de la structuration des branches professionnelles ;

Principales diligences attendues :

C2D1 : lancer les AO de travaux pour les deux lycées professionnels (Daoukro pour centre sectoriel BTP et Yopougon pour centres sectoriels Industrie agro-alimentaire et maintenance industrielle) ; approuver les textes de la réforme de la FP (gouvernance des établissements de FP en autonomie et en partenariat ; statuts des Comités nationaux de branches et des observatoires des branches).

C2D2 : signer les accords de partenariat pour réaliser la phase d’études complémentaires et l’ingénierie de formation (C2D2) ; recruter les BE pour les études et le contrôle des travaux ; adopter les textes formalisant

les branches professionnelles et la gouvernance des établissements de formation en partenariat avec le secteur privé.

Composante 3.1 INP-HB

Renforcement ESA et ESI en bonne voie ; opération coup de poing : équipement livré ou en cours de livraison ; élaboration du nouveau statut achevée. Nouveaux partenariats identifiés pour CD2+D2 ;

Principales diligences attendues :

C2D1 : adopter le nouveau statut de l'INPHB (+ règlement intérieur, organisation interne), créer l'association gestionnaire, produire le modèle économique, élaborer le nouveau statut du personnel) ; Réhabilitation : démarrer les travaux de réhabilitation de l'étanchéité ; préparer DAO pour les autres réhabilitations (sanitaires, climatisation) ;

C2D2 : Extension INPHB : prioriser les travaux (Danga) et préparer TDR et DAO pour bureau d'études ; préparer les conventions de partenariat pour ESBTP, ESMG, ESCAE, réaliser les études techniques pour les nouvelles formations (aéronautique, tourisme) et négocier les partenariats correspondants et réaliser la faisabilité de nouvelles activités (laboratoires traitement des eaux).

Composante 3.2 Universités publiques -Amruge

C2D1 : Lot 1 : Implantation LMD : prestation AUF très avancée, mais faible appropriation par les bénéficiaires ; Lot 2 : matériel informatique : pas d'avancement significatif ; réorientation des activités en cours ; Lot 3 : documentation bibliothèques : 1ère commande livrée ; 2ème commande en préparation; Lot 4 : Bourses et projets de recherche : bon niveau de réalisation.

Principales diligences attendues :

C2D1 : reformuler les besoins et le plan d'action pour l'équipement numérique ; responsabiliser les universités sur le programme d'investissements à réaliser sur C2D 1 et 2 : (plan d'orientations stratégiques, équipement pour l'enseignement numérique, Moocs, projets de recherche et bourses d'étude, équipement des salles de TP et TD) ; lancer l'AO sur les ouvrages numériques.

C2D2 : préparer les conventions de partenariat pour les 4 volets du C2D2 (enseignement numérique avec AUF, projets de recherche avec IRD, Campus France, CIRAD, équipement scientifique avec CNRS, pilotage stratégique et entrepreneuriat avec CCIP). Mettre en place des travaux transversaux sur l'accès, la gouvernance, la qualité, le financement (instruction du financement Banque mondiale) ;

UCPEF :

Principales diligences attendues :

C2D1 : Accélérer la passation de marchés (de travaux, d'équipements ; de prestations intellectuelles) ; Renforcer le contrôle technique sur le volet d'infrastructures (encadrement rapproché des bureaux d'études et des entreprises ; proactivité pour traiter les retards et défaillances techniques) et étoffer l'équipe technique infrastructures ; améliorer les procédures de suivi de chantier et de reporting ; actualiser le PAA et le PPM du projet C2D1. Renforcer le suivi-évaluation et la communication.

C2D2 : Elaborer le PAA et le PPM du projet C2D2 ; ouvrir les comptes projets ; Elaborer les conventions de partenariat ; (Noter que les partenariats sont financés à partir de lignes budgétaires non soumises à marchés s'agissant d'un transfert en capital au profit d'institutions nationales (ligne 6416) ou d'associations et autres organismes à but non lucratifs (lignes 6423 et 6421).

Elaborer les DAO de travaux et de bureaux de contrôle technique.

PROJET EMPLOI C2D 1 et 2 -
Budget : 10,2 Mds FCFA ; taux d'engagement 76% ; taux de décaissement 26%

La plupart des conventions pour les composantes 1 (employabilité) et 2 (entrepreneuriat) du C2D1 sont signées ou en cours (AEJ). Reste à lancer les travaux pour le centre SCAED de Bimbresso. Et à préciser le contenu du volet d'appui institutionnel des C2D1 et 2.

Principales diligences attendues :

Composante 1 – Employabilité :

Réviser les critères d'éligibilité aux Thimo et les modalités de mise en œuvre sur la base de la capitalisation effectuée (responsable : PFS-CI). Stages : signer la convention AEJ pour relancer les stages (responsable BCPE); SCAED : prioriser les investissements à réaliser sur C2D en cohérence avec la capacité de financement budgétaire disponible pour le fonctionnement (2 centres ciblés pour C2D 1 et 2 à Bimbresso et Treichville ; 2 centres ADDR mis à disposition à Guiglo et Sassandra). Le SCAED devra proposer une note présentant l'option d'une ouverture accélérer d'un centre à Sassandra. Cette note devra présenter les implications budgétaires, avec notamment le budget de fonctionnement des centres

Composante 2 – Entrepreneuriat :

AGR : réaliser le suivi-évaluation de la mise en œuvre des conventions en y associant l'AEJ (Responsable BCPE).

Entrepreneuriat : (i) créer les plates-formes d'accompagnement à l'entrepreneuriat pour pérenniser les dispositifs d'accompagnement mis en place par les ONG dans les zones géographiques couvertes par le dispositif d'appui aux MPE ; (ii) créer la plateforme de financement de l'entrepreneuriat à partir d'un pilote (à financer sur l'enveloppe Apprentissage réaffectée suite AO infructueux). La proposition d'utilisation et les modalités devraient être discutés avec la mission Initiative France qui travaillera sur la mise en place d'une plate-forme pilote à tester avec cette ressource des 200 MFCFA. Le BCPE a proposé une modalité pour mettre en œuvre directement cette phase pilote en collaboration avec l'AEJ qui prendra le relais après la phase pilote. Dans le cadre de cette phase pilote le financement de 200 MFCFA servira uniquement aux jeunes entrepreneurs encadrés et formés dans le cadre des MPE.

Composante 3- Appui institutionnel :

Suite à la formulation par le MPJEJSC d'une demande d'appui technique portant sur 7 centres d'intérêt et 19 activités, actualiser le plan d'action (à imputer sur C2D1, C2D2 et FERC C2D Etude et pilotage) réorienté vers le renforcement de l'AEJ selon les demandes formulées (spécifier le cœur de métier) et l'organisation de l'écosystème de l'emploi (autres agences et PFS, ONG, dispositif de cartographie et de coordination des initiatives, mobilisation du secteur privé via les branches professionnelles, et les faitières, etc.). Réaliser les missions (Expertise France, Pole Emploi sur l'appui institutionnel à l'AEJ, Initiative France sur la plateforme de financement de l'entrepreneuriat) pour préciser le plan d'action détaillé de l'appui institutionnel (Responsable AEJ).

BCPE :

Signer la convention d'affectation du C2D2 ; élaborer le PAA (en prenant en compte les observations de l'AFD sur le document de novembre 2015, les travaux et aide-mémoires des missions AFD de février 2016) et le PPM du projet C2D2 ; actualiser le PAA et le PPM du projet C2D1.

Renforcer le suivi-évaluation des projets C2D1 et 2 en lien avec le service de suivi évaluation de l'AEJ. (i) l'AEJ doit être renforcée (avec l'appui du C2D2) dans sa capacité de suivi-évaluation des projets emploi ; (ii) le C2D ne pourra payer deux fois le dispositif de suivi évaluation des projets emploi : une fois au titre du BCPE et une fois au titre de l'AEJ. En conclusion une modalité doit être proposée par le BCPE et l'AEJ pour que le transfert de compétences en matière de suivi-évaluation : (i) soit inscrit dans le plan de renforcement de capacités de l'AEJ ; (ii) soit mis en place concrètement, entre autres, à travers un compagnonnage BCPE-AEJ avec des points d'application sur des volets du C2D en cours ; (iii) reçoive des moyens du C2D2 pour étoffer l'équipe AEJ de suivi-évaluation plutôt que de développer cette fonction au sein du BCPE (par des recrutements).

Réalisation financière

Le taux de décaissement global de 1^{er} niveau (compte C2D) atteint 26 % pour l'éducation formation et 56 % pour l'emploi. Le taux de décaissement de 2^{ème} niveau (comptes projets) atteint 20% pour l'éducation formation et 26 % pour l'emploi. Le premier audit financier réalisé sur les dépenses 2013 et 2014 n'a pas relevé d'anomalie.

Réalisation des engagements particuliers

Tableau 1 : Projet Education Formation C2D 1

Engagements	Réalisations
Transmission à l'AFD d'un rapport d'audit externe annuel des dépenses du compte-projet	Audit externe 2013-2014 transmis et validé
Au titre des composantes 1 ; 2 ; 3 : affectation du budget de fonctionnement approprié pour les infrastructures et les équipements des établissements financés par le projet	A vérifier lors des missions suivantes
Au titre de la composante 1 : transmission de la liste du personnel formé affecté aux écoles primaires et aux collèges construits sur financement C2D au plus tard à la rentrée scolaire qui suivra la réception provisoire des infrastructures	Les écoles et collèges visitées lors de la mission et qui sont encore en cours de construction disposent d'une partie des enseignants
Au titre de la composante 2. : réforme de la gouvernance des établissements bénéficiaires du projet C2D : (i) ouvrant la participation des organisations professionnelles et des opérateurs économiques à la gouvernance des établissements ; (ii) autorisant les établissements à percevoir et utiliser des ressources issues de leurs activités et prestations.	Les textes sont prêts et doivent être adoptés formellement
Au titre de la composante 2 : mise en place d'une instance de pilotage de la composante associant les représentants des opérateurs économiques	<p>Au niveau central un Comité de pilotage de la réforme de l'ETFP a été mis en œuvre et doit être réactivé ;</p> <p>Au niveau des établissements financés par le C2D, mettre en place un comité de pilotage</p>
Au titre de la composante 3.1 : respect du plan d'apurement des restes-à-payer et du passif de l'INP-HB qui aura été reconnu légitime dans le cadre de l'audit conduit par le ministère de l'Economie et des finances.	Passif apuré en 2013 ; 1,99 milliards FCFA aide budgétaire C2D
Au titre de la composante 3.1 : adoption des nouveaux statuts de l'INP-HB	Textes prêts, à approuver formellement

Tableau 2 : Projet Emploi C2D 1

Engagements	Réalisations
-------------	--------------

Transmission à l'AFD d'un rapport d'audit externe annuel des dépenses du compte-projet	Audit externe 2014 transmis en septembre 2015
--	---

Un état d'exécution du budget de l'année antérieure du ministère en charge de l'Emploi	Non réalisé
--	-------------

La copie signée des conventions de partenariat ayant reçu la non-objection préalable de l'AFD au titre des composantes 1 et 2 du projet	Réalisé
---	---------

2 COMPOSITION, OBJECTIF DE LA MISSION

2.1 Composition et déroulement de la mission

Une mission de l'AFD s'est rendue en Côte d'Ivoire du 3 au 12 février 2016. La mission était composée de Jacques Marchand, chargé de mission Division éducation, formation, emploi (AFD/DDH/EDU), chef de projets C2D DEFI – Education-Formation-Emploi pour la Côte d'Ivoire ; Laurent Cortese, chargé de mission, agence AFD d'Abidjan ; Julie Maline, chargée de projet, agence AFD d'Abidjan ; Laurianne Le Lem, chargée de projet, agence AFD d'Abidjan.

Un déplacement a été organisé à Daloa (bibliothèque de l'université), Man (CAFOP, lycée professionnel et ONG Emploi ODAFEM de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes), Odienné (préfecture de région, DREN, IEP, EPP et Collège), Kaniasso (préfecture, EPP), DREN Minignan.

Lors de la tournée à l'intérieur du pays, la délégation était dirigée par le Directeur de cabinet adjoint du MEN. M. Raoul Koné, et comprenait l'inspecteur général Kouyaté (en charge de la réforme des collèges ; intégration des écoles coraniques), le conseiller technique et inspecteur général M. Sidibé (en charge de la politique de la scolarisation obligatoire), le représentant de la primature M. Serge Doukouré, le coordinateur de l'UCP-EF M. Bakary Kamara, le responsable suivi évaluation du BCPE (à Man).

La mission a tenu des séances de travail avec :

- La primature et le ST C2D ;
- le MESRS, le METFP, le MPJEJ, le MEN ;
- le BCPE, l'UCPEF ;
- le SCAED, les PFS, les ONG sur les volets éducation de base et sur le volet emploi ;
- les autorités régionales, départementales (préfets, DREN, DRETFP), les élus (Conseils régionaux) ;
- les autorités villageoises, les cadres, les groupements, les associations, les Coges, les CMEF ;
- l'ambassade de France pour une synthèse en fin de mission.

2.2 Objectif de la mission

L'objectif de la mission est double :

- Superviser le déroulement du programme DEFI-Jeunes N°1 financé sur le 1er C2D ;
- Préparer le démarrage du programme DEFI-Jeunes N°2 à financer sur le 2ème C2D.

Les conclusions de la mission sont présentées en section 8 « Avancement constaté, diligences à effectuer par composante et par activité ».

3 CONTEXTE DE LA MISSION

Mise en œuvre du premier C2D Education Formation Emploi (DEFI-Jeunes 1)

Le programme de développement de l'éducation et de la formation et de l'insertion des jeunes - DEFI-Jeunes (CCI -1201) d'un montant global de 93 MEUR a été présenté le 20 décembre 2012 au Conseil

d'Administration de l'AFD qui approuvé les résolutions autorisant l'engagement des deux projets du programme DEFI-Jeunes :

- le projet C2D Education-Formation pour un montant de 77,45 MEUR (soit 50,8 Mds FCFA) ;
- le projet C2D Emploi des jeunes pour un montant de 15,55 MEUR (soit 10,2 Mds FCFA).

Les conventions d'affectation des deux projets Emploi et Education-Formation ont été signées le 20 septembre 2013.

Les investissements et activités planifiées sont très diversifiées et concernent quatre ministères techniques qui assurent la Maîtrise d'ouvrage de leurs composantes respectives : le MEN (composante 1 Education de base), le MESRS (composante 2 Enseignement supérieur), le METFP (DGFP : composante 3 Formation professionnelle), le MPMPJEJ (ANEJ : Projet Emploi).

En janvier 2016 il reste 64 MEUR à verser sur les 93 MEUR de DEFI-Jeunes 1.

Deux missions de supervision se sont déroulées en 2014, et trois missions en 2015. Les aides mémoires des missions ont été transmis aux autorités ivoiriennes.

Autorisation d'engagement du 2ème C2D (DEFI-Jeunes 2)

Les autorités ivoiriennes et françaises ont signé le 3 décembre 2014 le deuxième C2D pour un montant global de 1,125 Mds EUR, pour la période 2014-2020. Un montant de 191 MEUR (125 milliards de FCFA) a été affecté aux secteurs éducation-formation – emploi. Suite à l'évaluation du projet, ce montant a été porté à 226 MEUR.

Le processus d'instruction (identification et faisabilité) des activités prioritaires à financer sur 2^{ème} C2D a été réalisé lors de 6 missions techniques de l'AFD en 2014 et 2015:

L'aide-mémoire de la mission d'évaluation ex ante du programme septembre 2015 a été transmis en octobre 2015 par l'AFD aux ministères techniques et au ST C2D.

Le programme d'un montant total de 226 MEUR a été approuvé par le conseil d'administration de l'AFD du 18 novembre 2015. Les projets de conventions de financement ont été transmis en janvier 2015 aux autorités ivoiriennes.

4 PROGRAMME DETAILLE DES THEMES ABORDES

4.1 Projet Education-Formation

4.1.1 Supervision du projet en cours sur C2D N°1

La mission a abordé les points suivants et suivi la réalisation des diligences inscrites dans l'aide-mémoire de la mission de septembre 2015 :

UCP-EF :

- Exécution du plan annuel d'activités (PAA N°2), du plan de passation des marchés (PPM N°2), le budget, les décaissements effectués et les prévisions de décaissements ;

- L'état d'avancement de la contractualisation avec les opérateurs de mise en œuvre et des contrats signés.

Composante 1 : Education de base :

- Constructions scolaires : suivi des réalisations des ONG sur la base des conventions de partenariats signées et démarrage des travaux sur le terrain ;
- Collèges de proximité : suivi de l'exécution des marchés des bureaux de contrôle et des entreprises de construction ; manuels scolaires et ouvrages didactiques pour les 40 collèges ; suivi de la préparation globale de l'ouverture de nouveaux collèges : formation et affectation des professeurs de collèges et du personnel administratif.
- CAFOP suivi des marchés : suivi du processus de réhabilitation des deux CAFOP (Man et Katiola) ; équipements informatiques pour les 14 CAFOP ;
- DRH suivi des activités (Codipost et formation des personnels administratifs) ;
- DAF : suivi des travaux de l'expertise pour la mise en œuvre du plan d'action.

Composante 2 : Formation professionnelle :

- Nouvelle organisation du METFP ; orientation du ministre pour le développement de l'offre de la formation professionnelle et de l'enseignement technique par une meilleure couverture territoriale ;
- Suivi du processus de marché de travaux et d'équipement pour les 3 centres sectoriels dans deux lycées professionnels ;
- Bilan de la structuration des branches et d'appui à la rénovation des filières de formation ;
- Suivi de l'exécution des contrats d'opérateurs en cours avec EF dans la structuration des branches et l'appui aux groupes techniques de la réforme de l'ETFP ; CODIFOR et SFERE en appui aux trois filières de formation : industries agro-alimentaires, maintenance industrielle, BTP ;
- Suivi du processus de renforcement des instances paritaires et notamment de la Cellule du partenariat école-entreprise ;
- Actualisation du planning de réalisation.

Composante 3 : Enseignement supérieur (Projet AMRUGE) :

Composante 3.1. INPHB :

- Etat d'avancement du processus de la réforme de l'INPHB avec l'appui de l'assistance technique à la direction générale ; nouvelles étapes à réaliser ;
- Suivi du processus de la passation du marché de travaux d'étanchéité (marché en instance d'attribution) ;
- Avancement des travaux des partenariats universitaires de l'ESI et de l'ESA (Montpellier SupAgro et Ecole Centrale de Lyon) ;
- Actualisation du planning de réalisation.

Composante 3.2. MESRS

- Volet 1 : Formation LMD (Convention AUF) : suivi de l'état d'avancement et programmation des activités à venir ;
- Volet 2 : Equipement informatique de 5 universités publiques : finalisation du plan d'action et finalisation de la contractualisation d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AUF) ; état d'avancement des processus d'acquisition des matériels informatiques ;
- Volet 3 : sécurisation des sites et préparation d'un nouvel appel d'offres ressources documentaires ;
- Volet 4 : Renforcement de capacités d'enseignement et de recherche (suivi des conventions IRD/Campus France) : suivi de l'état d'avancement des prestations et des activités ;
- Actualisation du planning de réalisation.

4.1.2 Appui au démarrage du projet Education-Formation du C2D Défi-Jeunes N°2

La mission a préparé le démarrage du 2ème C2D sur la base de l'aide-mémoire de la mission de septembre 2015. Pour chaque composante, les travaux de la mission ont porté sur les points suivants :

- Finaliser les conventions d'affectation C2D ;
- Préparer la levée des conditions suspensives de premiers décaissements ; (formulation des PAA et des PPM) ;
- Structurer les principales modalités du plan de mise en œuvre et préciser le calendrier d'ensemble ;
- Planifier les premières activités prioritaires des composantes (favorisant un décaissement rapide des financements) ;
- Etablir le processus des contrats urgents (cahier des charges des études techniques complémentaires) ;
- Finaliser les termes de référence et budgets pour les premiers partenariats d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- Actualiser le plan de décaissement ;
- Finaliser la matrice des actions de démarrage du projet.

4.2 Projet emploi

4.2.1 Supervision du projet en cours sur C2D N°1

La mission a abordé les points suivants :

- Suites à donner au voyage d'étude en France de décembre 2015 du MPJEJ (Ministère en charge de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes) ;
- Mise en œuvre du plan d'activités : bilan des activités réalisées dans les trois composantes du projet (employabilité, insertion par l'activité économique et appui institutionnel) ;
- suivi de la mise en œuvre des stages après la dissolution de l'AGEPE et la création de l'Agence Emploi Jeunes – AEJ ;
- Suivi du processus de contractualisation et des réalisations des ONG (AGR, MPE, chantiers écoles, apprentissage) ;
- Suivi de la mise en œuvre du SCAED ; lancement consultation pour les travaux ;
- Suivi des activités mises en œuvre par la PFS ; 2eme vague de Thimo et déroulement des AGR ;
- Bilan du suivi évaluation assuré par le BCPE ;
- Mise en place d'une évaluation externe des activités AGR et MPE ;
- Mise en œuvre du plan d'activité et du plan de passation de marchés pour l'année 2015.

Les conclusions de la mission sont présentées en section 6 « Avancement constaté, diligences à effectuer par composante et par activité ».

4.2.2 Supervision du projet Emploi du C2D N°2

La mission a travaillé sur les points suivants :

- Etablir le plan de mise en œuvre et le calendrier pour les composantes 1 (Employabilité) et 2 (Entrepreneuriat) ;
- Préparer une mission de l'expertise française (Expertise France-Pole Emploi) pour préciser et actualiser le plan de renforcement de l'Agence emploi jeunes (suite à la mission en France de décembre) :
 - o revoir le plan d'action et le budget de l'appui institutionnel ;

- renforcer le dispositif de suivi évaluation, capitalisation, communication de l'AEJ.

Les conclusions de la mission sont présentées en section 6 « Avancement constaté, diligences à effectuer par composante et par activité ».

5 ENTITES RENCONTREES ET VISITES EFFECTUEES

5.1 Entités rencontrées

5.1.1 Unités de coordination de projets

- UCP Education-Formation ;
- BCPE.

5.1.2 Education de base

- Cabinet du MEN et point focal C2D Education ;
- Inspection générale ;
- ONG (Soleil Levant, Caritas, EPT, IRC, Save the Children) ;
- DREN d'Odienné et Minignan ;
- IEP d'Odienné 1 et 2 et de Minignan.

5.1.3 Formation professionnelle

- M. le Ministre ;
- Cabinet du METFP ;
- DGFP point focal C2D Formation professionnelle ;

5.1.4 Enseignement supérieur

- Mme la ministre ;
- Cabinet du MESRS ;
- SDU Point focal C2D ;
- DGES, DIST ;
- Présidents des Universités publiques ;
- INP-HB (DG, point focal, directeurs d'écoles) ;
- AUF ;
- Ambassade de France-SCAC.

5.1.5 Emploi

- M. le ministre ;
- M. le directeur de cabinet ;
- Agence emploi jeunes ;
- Le DGE du MEAS ;
- BCP-Emploi ;
- SCAED ;
- PFS-CI ;
- ONG (ODAFEM).

5.1.6 Ensemble des secteurs et thèmes transversaux

- Secrétariat technique C2D : réunion de restitution à la primature
- Banque Mondiale
- Ambassade de France-SCAC

5.2 Visites effectuées (6-12 février)

Enseignement supérieur

- Bibliothèque de l'université de Daloa.

Emploi

- ONG ODAFEM à Man : projet MPE (1500 jeunes).

Formation professionnelle

- Lycée professionnel de MAN ;
- Terrain destiné au centre sectoriel mines.

Education de base

- CAFOP de MAN ;
- Constructions scolaires et mobilisation sociale dans les villages de Gasso, Tougouso, Bassekodougou, , Gbondjedougou, N'Gbanhala ;
- Construction de collèges et mobilisation sociale dans les villes de Banankoro, Feremandougou ;
- DREN et IEP d'Odienné ;
- Préfecture de région d'Odienné, sous-préfecture de Kaniassou ;

Réunion de restitution de la mission le 12 février à la primature en présence de directeurs de cabinets MEN, MPJEJ, BCPE, UCPEF, METFP, MESRS.

6 EXECUTION FINANCIERE

6.1 Situation des décaissements du C2D

Tableau 3 : Synthèse états financiers DEFI 1 & 2 – 31/12/2015

Composantes	DEFI 1						DEFI 2					
	EUR	FCFA	%	Décaists niveau 1 (%)	Engagts niveau 2 (%)	Décaists niveau 2 (%)	EUR	FCFA	%	Décaists niveau 1 (%)	Engagts niveau 2 (%)	Décaists niveau 2 (%)
Education-Formation												
1. Education de base	25 596 000	16 789 875 372	33%	41%*	74%	32%	74 624 000	48 950 135 168	39%	ND	ND	ND
2. Formation professionnelle	17 858 000	11 714 080 106	23%	10%	17%	5%	46 893 000	30 759 791 601	24%	ND	ND	ND
3. Enseignement supérieur	32 144 000	21 085 081 808	42%	23%	35%	18%	65 096 000	42 700 176 872	34%	ND	ND	ND
3.1 INP-HB	22 025 000	14 447 452 925	28%		23%	10%	30 490 000	20 000 128 930	16%	ND	ND	ND
3.2 Universités publiques	10 119 000	6 637 628 883	13%		62%	38%	34 606 000	22 700 047 942	18%	ND	ND	ND
4. UCPEF	1 852 000	1 214 832 364	2%		77%	61 %	6 153 000	4 036 103 421	3%	ND	ND	ND
Total EF	77 450 000	50 803 869 650	100%	26%	45%	20%	192 766 000	126 446 207 062	100%	ND	ND	ND
Emploi												
1. Employabilité des jeunes	7 116 000	4 667 790 012	46%		88%	29%	10 900 000	7 149 900 000	33%	ND	ND	ND
2. Entreprenariat des jeunes	5 793 000	3 799 958 901	37%		75%	16%	15 480 000	10 154 200 000	47%	ND	ND	ND
3. Appui institutionnel	2 641 000	1 732 382 437	17%		45%	41%	6 758 000	4 432 900 000	20%	ND	ND	ND
Total Emploi	15 550 000	10 200 131 350	100%	56%	76%	26%	33 234 000	21 800 000 000	100%	ND	ND	ND
Total DEFI	93 000 000	61 004 001 000	100%	31%	ND	21%	226 000 000	148 246 282 000	100	ND	ND	ND

*Intègre les dépenses de l'UCPEF géré à partir du compte C2D MEN

6.2 Situation des marchés du C2D

Tableau 4 : Situation des marchés Education-Formation (31/12/2015)

	Nombre	Nombre %	Montant (FCFA)	Montant %
Marchés signés	25	34%	1 505 350 000	6 %
Marchés en cours (DAO lancés)	35	48%	13 077 114 000	49%
Marchés non démarrés	13	18%	12 148 039 000	45%
Total	73	100%	26 730 503 000	100%

Tableau 5 : Situation des marchés Emploi (31/12/2015)

	Nombre	Nombre %	Montant (FCFA)	Montant %
Marchés signés	27	35%	515 786 076	21%
Marchés en cours de passation	15	19%	1 165 063 330	49%
Marchés non démarrés	36	46%	718 481 981	30%
Total	78	100	2 399 331 387	100

NB : Le tableau ci-dessus ne concerne que les marchés du Plan de Passation des Marchés et donc ne prend pas en compte les conventions avec les ONG ainsi que les marchés relatifs aux études de travaux pour les centres SCAED de Bimbresso et Treichville, ces derniers marchés étant financés sur les fonds études et pilotage gérés par le ST-C2D.

En ce qui concerne le nombre de marchés signés du PPM, il convient de préciser qu'une acquisition prévue dans le PPM a fait l'objet d'un allotissement et a donné lieu à la signature de deux marchés. Par ailleurs, trois avenants ont été signés dont deux avec incidence financière et un sans incidence financière.

En ce qui concerne les conventions avec les ONG, ce sont au total sept (7) conventions qui ont été signées pour un montant global de 2 106 552 801 FCFA.

Par ailleurs, deux marchés ont été signés dans le cadre des études des travaux de réhabilitation et de construction des centres SCAED de Bimbresso et Treichville pour un montant total de 94 299 700 FCFA (non compris le coût de la phase 4 relative au suivi et contrôle des travaux et libellé en pourcentage du montant du marché des travaux qui sera signé entre le BCP-Emploi et l'entreprise qui sera retenue)..

Au total, le montant global des marchés et conventions signés au cours de l'année 2015 s'élève à 2 716 638 577 FCFA.

6.3 Audit des dépenses du C2D

Le cabinet KPMG a remis son rapport d'audit financier du projet Education formation pour les exercices 2013 et 2014 (le tableau emploi-ressources porte sur 6,5 Mds de FCFA). L'auditeur a confirmé que les fonds reçus dans le cadre projet ont été dépensés conformément au budget approuvé et au Plan d'Activité Annuel en vigueur et dans le respect des dispositions de l'accord de subvention.

7 SUIVI DES INDICATEURS (CADRE LOGIQUE)

Tableau 6 : suivi du respect du cadre logique du projet Emploi C2D 1

Objectifs / Activités	Indicateurs	Situation au 31/01/2016	Source de vérification	Conditions critiques
<p>Objectifs du projet C2D Emploi : soutenir et amplifier des dispositifs existants d'accompagnement des jeunes vers l'emploi (insertion par l'activité sociale et par l'activité économique) en cofinancement avec la Banque mondiale.</p> <ul style="list-style-type: none"> Composante 1 : Renforcer l'employabilité des jeunes Composante 2 : Développer l'entrepreneuriat des demandeurs d'emplois Composante 3 : Appui institutionnel à la mise en œuvre de la Politique nationale de l'emploi et au fonctionnement de l'Unité de coordination du Programme Emploi. 	<p><u>Composante 1</u> : 5.898 jeunes intègrent des parcours d'insertion par l'activité économique et par l'activité sociale. Le taux d'insertion professionnelle durable atteint en moyenne 50%.</p> <p><u>Composante 2</u> : 12.600 jeunes sont assistés dans un parcours d'auto-entrepreneuriat.</p> <p><u>Composante 3</u> : la politique nationale de l'emploi est mise en œuvre.</p>	<p><u>Composante 1</u> : 3423 jeunes ont intégré un parcours d'insertion</p> <p><u>Composante 2</u> : Les conventions avec les ONG sont signées</p>	<p>Rapports techniques de l'UCPE</p> <p>Statistiques de l'emploi et du MEMEASFP</p>	<p>Mise en place d'une plate-forme de financement pour faciliter l'accès au financement des IMF</p>

Réalisations	Indicateurs	Situation au 31/01/2016	Moyens de vérification	Conditions critiques
<p><u>Composante 1. : Renforcement de l'employabilité des jeunes :</u></p> <p><u>1.1 Employabilité</u></p> <p>1. Insérer 4 096 jeunes dans des travaux d'utilité publique à haute intensité en main d'œuvre (voirie, assainissement, salubrité).</p> <p>2. Intégrer 627 jeunes dans des chantiers écoles dans le BTP (construction de logements sociaux, construction-réhabilitation de bâtiments administratifs et/ou pédagogiques, réhabilitation de pistes rurales).</p> <p>3. Intégrer 675 jeunes dans les entreprises (placement en stage en entreprises (BTP, industrie, commerces et services, économie sociale).</p> <p>4. Placer 250 jeunes en apprentissage dans les secteurs artisanal et agricole (mécanique, bois, textile, artisanat, froid, commerce, hydraulique villageoise).</p> <p><u>1.2 Service civique</u></p> <p>5. Placer 250 jeunes en service civique pour l'emploi et le développement dans une structure dédiée (SCAED)</p>	<p>4 096 jeunes intégrés aux activités THIMO</p> <p>627 jeunes en chantier école</p> <p>675 jeunes en stages en entreprises</p> <p>250 jeunes en apprentissage</p> <p>250 jeunes en service civique</p>	<p>2077+548 jeunes intégrés aux activités THIMO (dont 43% de femmes)</p> <p>366 jeunes en chantier école</p> <p>432 jeunes en stages en entreprises</p> <p>0 jeunes en apprentissage (activité annulée suite AO infructueux)</p> <p>0 jeunes en service civique (investissements en cours dans les centres de formation)</p>	<p>Rapports techniques de l'UCPE</p> <p>Statistiques de l'emploi et du MEMEASFP</p>	

Composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat des demandeurs d'emploi :

1. Développer l'auto-emploi de 4 600 jeunes par la création d'activités génératrices de revenus dans les filières agro-pastorales (cultures vivrières et maraîchères, élevages de volailles, de petits ruminants, transformation des produits agricoles) par une formation de base, une aide.

4 600 jeunes accompagnés vers l'auto-emploi par activités génératrices de revenu

Début du processus de sélection des bénéficiaires des AGR

Rapports techniques de l'UCPE

Statistiques de l'emploi et du MEMEASFP

2. Aide à la création de Micro et Petites Entreprises (MPE) pour 8 000 jeunes dans le secteur informel (mécanique, couture, coiffure, distribution/transformation de produits alimentaires etc.).

8 000 jeunes accompagnés vers la MPE dans le secteur informel

90 jeunes assistés dans la création de MPE

Composante 3 : Appui institutionnel à la politique nationale de l'emploi :

1. Appui au ministère en charge de l'emploi (MEMEASFP) pour le pilotage et la déclinaison de la politique sectorielle de l'emploi (études, expertise perleée, formation des cadres, équipement de gestion et de supervision, y compris véhicules).

Des études, formations, acquisitions de moyens techniques (bureautique, transport) sont effectuées.

Des études, formations, acquisitions de moyens techniques (bureautique, transport) ont été effectuées.

Rapports techniques de l'UCPE

Rapport d'exécution de la PNE

2. Appui au bureau de coordination du programme emploi (UCPE) en cofinancement avec la Banque mondiale (gestion du projet ; suivi-évaluation du programme Emploi, information du public sur les dispositifs d'aide à l'emploi, fonctionnement de la plate-forme de concertation sur l'emploi).

L'UCPE coordonne et met en œuvre le programme Emploi du MEMEASFP.

L'UCPE coordonne et met en œuvre le programme Emploi du MEMEASFP repris par le MPJEJSC.

La concertation des acteurs de l'emploi est effective. La plate-forme de concertation est fonctionnelle.

La concertation des acteurs de l'emploi est initiée mais doit être développée effective. Le Comité emploi se réunit 3 fois/an. a plate-forme de concertation est fonctionnelle.

Tableau 7 : suivi du respect du cadre logique du projet Education-Formation C2D 1

Objectifs/activités	Indicateurs	Situation au 31/01/2016	Source de vérification	Conditions critiques
<p>Finalité : Contribuer au droit à l'éducation et au développement de ressources humaines éduquées et formées nécessaires au redressement économique et social et à la croissance durable de la Côte d'Ivoire.</p> <p>Objectif principal : Redynamiser les capacités du système éducatif à promouvoir un accès plus équitable de la jeunesse à une éducation / formation de qualité et à répondre aux besoins de compétences de l'économie en vue d'une meilleure insertion des jeunes.</p>				Stabilité politique et sécurité des voies de circulation et des zones où seront mises en œuvre les activités du projet
<p>Composante 1 / Enseignement fondamental : améliorer l'accès à l'éducation de base dans les zones défavorisées et accroître le taux d'achèvement d'une scolarité de qualité au primaire et au collège, en conformité avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement.</p>	<p>18 000 enfants ruraux défavorisés accèdent à une éducation de base dans 116 écoles/an.</p> <p>16 000 enfants ruraux défavorisés accèdent au collège de proximité dans 40 collèges/an</p> <p>2500 élèves instituteurs formés dans 14 CAFOP/an</p> <p>La qualité des apprentissages est reflétée dans les évaluations et examens nationaux (CEP, BEPC).</p> <p>taux d'alea dans l'allocation des ressources humaines et financières diminué de moitié</p>		<p>Rapports techniques de l'UCP-EF</p> <p>Statistiques MEN</p>	
<p>Composante 2 / Enseignement technique et professionnel : moderniser les capacités et la gouvernance de l'enseignement technique et professionnel pour renforcer l'adéquation formation-emploi en partenariat avec les opérateurs économiques.</p>	<p>Augmentation du nombre de jeunes qualifiés formés (875 jeunes en formation/an) en BTP, industrie agro-alimentaires, maintenance industrielle.</p> <p>La réforme de l'ETFP est engagée en partenariat avec les opérateurs économiques.</p>	<p>Réforme ETFP bien engagée en partenariat avec les opérateurs économiques</p>	<p>Rapports techniques de l'UCP-EF</p> <p>Statistiques METFP</p>	
<p>Composante 3 / Enseignement supérieur : restaurer les capacités de formation d'ingénieurs et redémarrer les universités après les graves incidents de la crise de 2011 en professionnaliser les filières de formation vers les secteurs porteurs de l'économie.</p>	<p>INP-HB : Effectifs annuels en formation de techniciens et ingénieurs (275 en agronomie, 790 en industrie). Au total 3000 étudiants de l'INP-HB bénéficient de meilleures conditions de travail (infrastructures renouvelées).</p> <p>Universités : 5 universités publiques équipées en systèmes d'information et en documentation ont réorganisé leur cursus selon le standard LMD. Les pôles sciences et techniques et santé renforcées.</p>	<p>3000 étudiants en formation, équipement acquis, contenus de formation en cours de révision</p> <p>Environ 18.000 ouvrages livrés aux universités et à l'INPHB</p> <p>Standard LMD implanté partiellement (maquettes révisées au format LMD) mais des dimensions essentielles de la réforme LMD ne sont pas encore en place</p>	<p>Rapports techniques de l'UCP-EF</p> <p>Statistiques MESRS</p>	

Objectifs/activités	Indicateurs	Situation au 31/01/2016	Source de vérification	Conditions critiques
Composante 1 : Enseignement fondamental. (Mise en œuvre : MEN).				
<p>Volet 1.1. : Enseignement primaire : améliorer l'offre éducative rurale. (construction et équipement d'environ 465 de salles de classe dans 116 écoles avec bureau magasin, équipement, blocs latrines et points d'eau).</p> <p>Volet 1.2. : Enseignement moyen (niveau collège) : (i) construire et équiper 40 collèges de proximité (à 10 salles de classe par collège) qui favoriseront la scolarisation des ruraux et des filles, (ii) former 400 enseignants polyvalents ; (iii) imprimer 80 000 manuels des nouveaux programmes (blocs d'enseignement regroupant plusieurs disciplines).</p> <p>Volet 1.3. Enseignement normal : (i) réhabiliter et équiper deux CAFOP (Man, Katiola) ; (ii) équiper 14 CAFOP en TICE qui accueillent chaque année 2500 nouveaux élèves-maîtres et effectuer les formations nécessaires des usagers</p> <p>Volet 1.4. Appui institutionnel : (i) renforcer la gestion des ressources humaines et financières du MEN pour réduire l'alea et le gaspillage de ressources ; (ii) doter les inspections de l'enseignement primaire de véhicules pour un meilleur encadrement des établissements scolaires (suite aux vols de la crise poste électorale de 2011).</p>	<p>Volet 1.1. : 116 écoles construites, équipées fonctionnelles ;</p> <p>Volet 1.2. : 40 collèges construits, équipés, fonctionnels</p> <p>Volet 1.3. : 14 CAFOP réorganisés, équipés en TICE, dont deux réhabilités</p> <p>Volet 1.4 : système d'information des ressources humaines et financières déployé dans les DREN et optimisé ;</p>	<p>40 écoles en construction</p> <p>24 collèges de proximité ouverts dans des locaux provisoires en janvier 2016</p>	Rapports techniques de l'UCP-EF	Volet 1.1. Le MEN y affectera les enseignants formés et financera les manuels afférents sur budget national.
Composante 2 : Enseignement technique et formation professionnelle. (Mise en œuvre : MEMEASFP)				
<p>Volet 2.1. Rénover trois filières de formation technique et professionnelle (industries agro-alimentaires, BTP, maintenance industrielle) dans 2 lycées professionnels existants, en partenariat avec les branches professionnelles ; (i) réhabiliter, agrandir les infrastructures, (ii) moderniser les équipements ; (iii) actualiser les contenus de formation ; (iv) recycler les formateurs, (v) introduire la formation en alternance école-entreprise et promouvoir l'apprentissage.</p> <p>Volet 2.2. Appui institutionnel: (i) renforcer le pilotage de la modernisation de l'ETFP ; (ii) organiser l'implication des branches professionnelle dans le dispositif de formation.</p>	<p>Effectifs cibles après ouverture complète des filières (année 1 = dernière année du C2D Education formation):</p> <p>Filière industries agroalimentaires : Année 1 : 150 ; année 2 : 300 ; année 3 : 530</p> <p>Filière maintenance industrielle : année 1 : 120 ; année 2 : 210 ; année 3 : 355</p> <p>Filière BTP : année 1 : 220 année 2 : 440 année 3 : 875</p>	<p>Travaux d'ingénierie de formation au niveau de la formation de formateurs</p> <p>DAO pour travaux en cours de finalisation</p> <p>Les travaux de réhabilitation n'ont pas encore débuté (marché en cours d'attribution)</p> <p>ESA-ESI : Travaux d'ingénierie de formation</p>	Rapports techniques de l'UCP-EF	Volet 2.1 : Le METFP dote les 3 lycées bénéficiaires de budget de fonctionnement supplémentaire et d'un degré d'autonomie financière pour établir des partenariats avec des opérateurs économiques et percevoir des recettes (vente de prestation, formation continue) pour le fonctionnement des ateliers techniques.
Composante 3 : Enseignement supérieur (Mise en œuvre : MESRS)				
<p>Sous-composante 3.1.: Réhabiliter l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny (INP-HB) et moderniser les formations d'ingénieurs.</p> <p>1^{ère} phase : mesures d'urgence : (i) la <u>réhabilitation d'infrastructures</u> (étanchéité, assainissement, climatisation) ; (ii) <u>l'acquisition de petits équipements et matériels pédagogiques et informatiques</u> ; (iii) la <u>réforme des statuts de l'institut</u> (autonomie juridique et financière, gouvernance impliquant</p>	<p>1^{ère} phase : INP-HB réhabilité, rééquipé, nouveau statut adopté</p>		Rapports techniques de l'UCP-EF	La réalisation de la phase 2 sera conditionnée par : (i) l'adoption du nouveau statut juridique de l'INP-HB ; (ii) la réforme du modèle économique impliquant un partage des coûts de formation entre l'Etat, les partenaires et les étudiants

<p>le secteur privé, réforme du statut du personnel et nouveau modèle économique).</p> <p>2^{ème} phase : modernisation de deux écoles d'ingénieurs : l'Ecole Supérieur d'Agronomie (ESA) et l'Ecole Supérieur de l'Industrie (ESI) : (i) <u>la rénovation des bâtiments et des plateformes techniques</u> et scientifiques ; (ii) la modernisation des filières de formation ; (ii) <u>la remise à niveau des formateurs</u> ; (ii) <u>le développement de partenariats</u> (avec des grandes entreprises de Côte d'Ivoire et avec des établissements de haut niveau (Montpellier Sup Agro pour la filière agronomique et l'Ecole Centrale de Lyon pour la filière industrielle).</p>	<p>2^{ème} phase : ESA et ESI rénovées et équipées, cursus d'enseignement modernisé ; personnel formé ; partenariats internationaux actifs avec co-diplomation.</p>	<p>en cours</p>	<p>Rapports techniques de l'UCP-EF</p>	<p>eux-mêmes ; (iii) l'engagement du maintien du soutien financier de l'Etat à l'INP-HB sous la forme d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ; (iv) la mise en œuvre d'un plan d'apurement des dettes de l'Institut.</p>
<p>Sous-composante 3.2. : Moderniser cinq universités publiques (Abidjan Cocody, Abobo-Adjamé, Bouaké, Korhogo et Daloa).</p> <p>(i) <u>Former les enseignants et l'encadrement à la réforme LMD</u> (Licence-Master-Doctorat) adoptée en 2009 par le gouvernement ; (ii) <u>Déployer un système d'information des universités</u> ; (iii) <u>Doter les bibliothèques universitaires d'un lot de documentation physique</u> ; (iv) <u>Développer des pôles d'enseignement et de recherche</u> (en santé et sciences et techniques) : former des enseignants/chercheurs ; équiper des laboratoires ; soutenir des programmes de recherche (v) <u>Réaliser des études techniques</u> (gouvernance universitaire¹ ; adéquation formation – emploi ; pôles d'enseignement et de recherche prioritaires).</p>	<p>(i) Enseignements restructurés sur base standard LMD ; (ii) Système d'information déployé et fonctionnel ; (iii) Bibliothèques dotées ; (iv) Dans les pôles Santé et Sciences et techniques : Enseignants chercheurs formés ; labo équipés ; partenariats de recherche opérationnels</p>	<p>3 ateliers de formation à la démarche qualité du personnel des universités</p>	<p>Rapports techniques de l'UCP-EF</p>	
		<p>3 ateliers sur le partenariat Universités-Entreprise et la professionnalisation des formations supérieures</p>		
		<p>3 ateliers de formation sur les méthodes de préparation et de rédaction d'un plan d'orientation stratégique</p>		
		<p>Production de support d'information au système LMD</p>		
		<p>6 ateliers de production des maquettes au format LMD pour 6 des 8 domaines de formations du REESAO</p>		
		<p>Atelier de formation des formateurs à l'encadrement de la certification TICE</p>		
		<p>5 ateliers d'une journée sur les outils de lutte contre la fraude et le</p>		

¹ Thèmes prioritaires des études à conduire : Réforme de la gouvernance universitaire pour y associer les opérateurs économiques, maîtrise des flux, autonomie de gestion, redevabilité, modèle économique assurant une part croissante d'autofinancement, adaptation aux filières prioritaires de l'offre de formation universitaire et des programmes de recherche, programme d'extension de capacités prévu dans le PND en lien avec les opérateurs économiques.

plagiat

2 ateliers de formation sur
la gestion bibliothécaire

16 bourses de Master
dans les Domaines : «
sciences de la santé » et
« sciences et technologies
».

40 bourses de Doctorat
dans les Domaines de
formation retenus : «
sciences de la santé » et
« sciences et technologies
».

39 stages de
perfectionnement des
enseignants-

19 missions d'appui des
partenaires universitaires
français en Côte d'Ivoire

19 mises en route de co-
directeurs ivoiriens en
France

Pôles sciences et santé
renforcés par les 10
projets de recherche
sélectionnées

8 AVANCEMENT CONSTATE ET DILIGENCES A EFFECTUER PAR COMPOSANTE ET PAR ACTIVITE

8.1 Projet Education-Formation - Composante 1 – EDUCATION DE BASE C2D1

Tableau 8 : Diligences composante 1 : Education de base C2D 1

Activités	Situation et points d'attention en septembre 2015	Actions à mener en septembre 2015	Réalisée fin janvier	Actions à mener
Construction de 116 écoles primaires dans 7 régions septentrionales	<p>11 contrats signés ; 8 contrats approuvés ; 5 lots ont déjà reçu un premier versement ; 4 constructions avancées (EPT à Ferkessedougou) : livraison prévue en octobre.</p> <p>Difficultés : l'approvisionnement notamment en ciment Point d'attention : lors de l'implantation des bâtiments, vérifier l'orientation nord-sud des ouvertures (portes et fenêtres) des écoles sur les sites identifiés ; .</p>	<p>Finalisation négociation avec 2 ONG TdH et ACTED.</p> <p>Certains sites ont été modifiés sur Ferkessedougou et sur Boundiali.</p> <p>L'UCPEF devra transmettre aux ONG le nouveau cadre réglementaire des COGES afin de réaliser la formation des COGES.</p> <p>Dans le cas où les ONG prévoient des marges de manœuvres sur leur budget, elles devront faire des propositions d'affectations.</p>	<p>11 ONG ont été recrutées pour 13 conventions de partenariat, dont 12 ont été approuvées avec les ONG; il reste celle de l'ONG internationale ACTED. Convention TDH premier versement en cours ; 1^{er} draft convention ACTED finalisée : attente retour siège ACTED. Activités de mobilisation communautaire pour la première tranche en cours de réalisation sur 11 lots, il ne reste que les lots 9 (TDH-I dont le plan de Mob Com a été validé par l'AFD le 22/01/2016) et 5 (ACTED).</p> <p>Voir le tableau d'avancée des travaux et les compte rendus de mission de supervision : décembre 2015 et janvier 2016 : importants retards sur les constructions et problèmes de finitions</p> <p>La mobilisation des communautés facilite et accélère la réalisation des chantiers.</p> <p>La sensibilisation des communautés en faveur de la scolarisation de tous les enfants est effective.</p> <p>Les taux d'inscription en CP1 ont fortement augmenté à la rentrée 2015.</p> <p>2 ONG ont commencé la deuxième tranche des travaux (EPT et SLE) ; 08 écoles sont à 95% de réalisation pour les lots 10 (Ferké) et 12 (Bondoukou).</p>	<p>40 écoles doivent être livrées d'ici fin juin 2016. 40 autres écoles seront livrées d'ici fin 2016. 36 dernières écoles seront livrées d'ici juin 2017.</p> <p>De nombreux sites ont été modifiés suite à la présence d'autres bailleurs, il convient alors de revoir les conventions</p> <p>Voir dans quelle mesure il est possible d'adapter les plans types et spécifications techniques pour la deuxième vague d'écoles compte tenu de l'expérience acquise sur le terrain (réduction de coût possible (10 à 15%) sur fondations, veranda à piliers, hauteur des salles de classe).</p> <p>S'assurer de la qualité des finitions par les entreprises. Organiser des chantiers écoles pour montrer aux entreprises la qualité de finition attendue sur les constructions scolaires.</p>

Activités	Situation et points d'attention en septembre 2015	Actions à mener en septembre 2015	Réalisée fin janvier	Actions à mener
<p>Construction de 40 collèges dans les 7 régions septentrionales</p>	<p>MOE : 7 contrats approuvés, 4 contrats en cours de finalisation suite au rejet des plaintes devant l'ANRMP.</p> <p>Entreprises travaux : 22 contrats attribués.</p> <p>Dans l'attente de la livraison des collèges les élèves ont été affectés dans les anciens collèges plus éloignés.</p>	<p>Le MENET est à la recherche de locaux provisoires pour palier à l'absence des collèges jusqu'en décembre 2015, le temps que les travaux s'achèvent ; pour une intégration des locaux en janvier 2015 (cela nécessite des missions de terrain pour identifier des locaux). Il faut trouver deux salles sur chaque site.</p>	<p>Cabinets de suivi-contrôle : 11 contrats pour le suivi-contrôle ont été approuvés et attribués à 03 cabinets ;</p> <p>Collèges de proximité : 20 sur 22 contrats portant sur les travaux ont été approuvés et signés ; les OS de démarrage ont été émis par les cabinets pour 14 Tranches ; le début des travaux est effectif sur 11 Tranches (niveaux atteints : fouilles, agglomération, élévation de murs en hauteur, chaînage, toiture) ; Voir le tableau d'avancée des travaux.</p> <p>Une proportion des entreprises est défaillante.</p> <p>Importants retards sur les chantiers ; certains sites n'ont toujours pas commencé ;</p> <p>Le 12 janvier 2016, la Ministre de l'Education a organisé une réunion avec les entreprises et les bureaux de contrôle pour marquer son mécontentement sur les retards enregistrés sur le programme de construction des collèges. Elle a fixé une date limite de fin des travaux au 31 mars 2016. Plusieurs chantiers ont été significativement relancés suite à cette mise en demeure ministérielle.</p> <p>Dans l'attente, 28 collèges de proximité ayant des effectifs suffisants ont ouvert en utilisant des locaux provisoires, souvent dans des écoles primaires ; des tables bancs ont été fournies par la DAF et les enseignants et le personnel d'encadrement est en poste ou en cours d'affectation.</p> <p>Les activités de mobilisation communautaires ont souvent commencé après le début des travaux ce qui semble expliquer en partie le retard enregistré par les entreprises.</p> <p>Equipement des collèges : le rapport d'évaluation des offres pour la fourniture et installation du mobilier a été validé par l'AFD ; quant au rapport d'analyse des offres pour la fourniture et installation du matériel informatique, il est en cours de finalisation ; le DAO pour l'acquisition du matériel didactique a été validé par l'AFD et transmis à la DMP pour numérotation.</p>	<p>Renforcer le contrôle sur les chantiers par les BE et la supervision par l'UCP-EF.</p> <p>Maintenir la pression sur les entreprises pour une livraison des collèges dans des délais réalistes négociés : Maintenir une forte pression du MEN sur les entreprises pour qu'elles corrigent leurs défaut d'organisation technique et financière et mobilisent le nombre d'ouvriers nécessaires pour combler en partie les retards.</p> <p>L'UCPEF va envoyer des propositions pour relancer les chantiers bloqués (résiliations des contrats, mise en régie, transfert à des ONG).</p> <p>Faire un atelier de bilan des travaux de mobilisation communautaire. Recruter un consultant qui sera chargé à l'UCPEF d'appuyer le responsable suivi-évaluation.</p> <p>Préciser la répartition des rôles ONG-MOE-Communautés-Entreprises-DREN pour faciliter la coordination sur le terrain et la bonne avancée des chantiers, préparer le cahier des charges de la mobilisation sur le deuxième C2D</p> <p>Faire un atelier pour adapter les plans types et spécifications techniques des collèges en fonction de l'expérience acquise sur le terrain (économies de 10 à 15% possible sur les piliers des verandas, fondations sur semelles isolées lorsque la qualité du sol est bonne.</p> <p>Lancer tous les appels d'offres pour les équipements</p> <p>Vérifier les effectifs des cours moyens dans les écoles primaires censées alimenter les nouveaux collèges.</p> <p>Vérifier que les terrains proposés pour les collèges sont adaptés (éviter l'éloignement vis-à-vis du cœur de bourgade, éviter les terrains en pente qui génèrent des surcoûts)</p>

Activités	Situation et points d'attention en septembre 2015	Actions à mener en septembre 2015	Réalisée fin janvier	Actions à mener
Mesures d'accompagnement pour l'ouverture des collèges (RH)	<p>Enseignants : le concours direct permettra d'occuper les nouveaux postes dans les collèges (1000 enseignants disponibles) car le recrutement des professionnels est arrivé trop tard.</p> <p>La formation théorique à l'ENS des nouveaux enseignants s'achèvera en janvier 2016 ; ils réaliseront leur pré-stage directement dans les collèges.</p> <p>Personnel d'encadrement : les censeurs vont accéder à la fonction de chef d'établissement de collèges de proximité. La DRH formera, le personnel administratif sur la base de modules déjà disponibles au niveau de la DRH.</p> <p>La collectivité devrait prendre en charge le gardien, le technicien de surface.</p>	<p>Le MENET devra s'assurer de l'encadrement des nouveaux professeurs avec un suivi des inspections et un appui des professeurs aguerris couplé à l'encadrement de l'ENS.</p> <p>Personnel d'encadrement : L'AFD attire l'attention sur la nécessité de conserver un modèle économique. 5 administratifs : Chef d'établissement, éducateur, économiste, assistant, 10 enseignants et un adjoint qui viendra plus tard.</p>	<p>Fin décembre, 86 chefs d'établissements (collèges C2D, PUAEB, AIR et collectivités locales ou la population) ont bénéficié d'une formation financée par le C2D relative à la gestion des collèges ; une seconde session sera donnée en février 2016</p> <p>En janvier, une cohorte d'enseignants issus du concours externe (500 professeurs) a achevé sa formation à l'ENS.</p> <p>La cohorte issue du concours interne achèvera sa formation en septembre 2016.</p> <p>Formation des chefs d'établissement : deux formations ont eu lieu en décembre et février.</p>	<p>Rappeler les recrutements effectués.</p> <p>Planifier le recrutement, la formation et l'affectation des nouveaux enseignants 10 par nouveau collège et l'encadrement administratif (5 par collège)</p>
Impression des manuels scolaires pour les élèves et des guides pédagogiques pour les enseignants bivalents des collèges	<p>Pour les livres de 6^{ème} destinés à la rentrée 2015, le MENET a transmis les tapuscrits à 5 éditeurs locaux. Compte-tenu du nombre de matières, 11 livres sont prévus par niveau du secondaire. Les prix proposés pour la vente des manuels se situeraient entre 3500FCFA et 5000FCFA/manuel ce qui n'est pas soutenable pour les familles pauvres. Les droits d'auteurs dans le cas où le copyright est cédé, s'élèvent à 5% du prix de vente de chaque manuel aux auteurs (6 auteurs par livres).</p>	<p>Négocier les accords avec les éditeurs pour que le MENET conserve le copyright sur les manuels du collège édités en vue des réimpressions ultérieures afin de maintenir le prix par manuel accessible aux familles.</p> <p>En soutien à la politique de scolarisation obligatoire et gratuite, le C2D 2 pourrait financer la réimpression de manuels dont le copyright serait conservé par le MENET. Possibilité de faire appel à des spécialistes du livre pour relire ou construire une stratégie afin d'aller vers la gratuité. Le cadrage du RESEN pourra également aider.</p> <p>Une note sur la méthodologie retenue par le MENET est attendue.</p>	<p>Acquisition des manuels : l'acquisition des manuels pour les élèves de 6eme n'a pas pu se faire pour la rentrée année 2015</p> <p>Le MEN a confié les tapuscrits des nouveaux manuels de 6eme aux éditeurs qui ont effectué l'édition et en détiennent désormais le copyright. Les prix de vente sont de l'ordre de 3500 à 5000 FCFA par manuel. Compte-tenu du niveau des prix et des quantités mises sur le marché seulement une proportion des élèves de disposer des manuels, cette situation affecte la qualité de l'éducation pour les élèves scolarisés qui n'ont pas accès aux manuels.</p>	<p>En soutien à la politique de scolarisation obligatoire et gratuite, le C2D 2 pourrait financer la réimpression de manuels de la 5eme à la 3eme dont le copyright pour les livres serait conservé par le MENET.</p>
Réhabilitation de 2 CAFOP à Katiola et Man	<p>Le BE a commencé le 1^{er} juin. L'UCPEF a cadré le BE en donnant les coûts unitaires sur la base du prix d'un nouveau CAFOP.</p>	<p>Soumettre à l'ANO de l'AFD les APS</p>	<p>APS reçue en septembre avec dertoirs et dépassement du budget prévisionnel ; Nouvelle version des APS soumise fin décembre : Pour Katiola, le montant est maintenant de 386 224 196 TTC et de 344 354 222 FCFA pour Man soit une augmentation par rapport à la précédente version. Justification de l'UCPEF : le CAFOP de Katiola n'étant pas utilisé depuis quelques années, toute l'électricité extérieure y compris les équipements du transformateur n'existe plus. Dans la</p>	<p>Transmettre pour ANO le programme de travaux pour les deux CAFOP avec une priorisation et une tranche conditionnelle pour les travaux non prioritaires en dépassement de l'enveloppe allouée.</p>

Activités	Situation et points d'attention en septembre 2015	Actions à mener en septembre 2015	Réalisée fin janvier	Actions à mener
			validation avec les dortoirs, l'option prise était que la DAF du MENET gère cet aspect du problème avec la société d'électricité. Dans la validation sans les dortoirs, cet aspect est pris en compte dans le projet. Le montant total du projet est maintenant de 730 578 418 FCFA soit 130 millions de plus.	
Equipement TICE de 2 CAFOP (Gagnoa et Abengourou) pour la formation continue IFADEM	La livraison du matériel dans le CAFOP d'Abengourou est en cours ; les travaux pour la sécurisation du CAFOP de Gagnoa seront faits dans le cadre du contrat de réhabilitation signé par le PUAEB. Les formations IFADEM sont finies pour l'année scolaire 2014-2015 et ont été réalisées en louant des salles et des équipements.	Livrer les équipements dans le CAFOP de Gagnoa	La livraison du matériel TICE IFADEM a été effectuée	
Equipement TICE pour les 14 CAFOP existant	Liste des équipements est en cours de finalisation suite à l'atelier réalisé en avril 2015. La difficulté reste la budgétisation.	La DELC et l'UCPEF doivent finaliser une liste budgétisée des équipements et la soumettre à l'ANO de l'AFD	Les usages pédagogiques des TICE pour la formation initiale et continue ne semblent pas avoir été clairement arrêtés par le MEN La liste pour le reste du matériel didactique est en cours de finalisation (01 atelier a été organisé par DELC). Entretemps, divers projets ont équipé certains CAFOP en salles numériques	Finaliser la liste du matériel en lien avec les usages pédagogiques prévus pour la formation initiale et continue ou abandonner l'action et réaffecter les fonds.
Réforme de la gestion des RH avec le déploiement de l'applicatif CODIPOST sur le territoire national	L'applicatif est opérationnel, 2 missions de suivi ont été réalisées, le matériel a été livré ainsi que les 2 véhicules. Le croisement entre les données récoltées et la répartition des postes de travail prévus par le MENET devra être fait avec rigueur.	Attente des TDR pour la deuxième mission de 2015	Mission réalisée en novembre 2015	Demander à la DRH de préparer une note décrivant les prochaines étapes pour CODIPOST Faire le bilan de la livraison des équipements informatiques
Formation continue des cadres et personnels administratifs (organisée par la DRH)	Une première version du plan de formation a été présentée en juillet après la réalisation de tous les ateliers et la phase de collecte des besoins en formation en cours. Le plan de formation prévoit également la mise en place des référentiels métiers et compétences.	Finir le plan de formation budgétisé et le valider Inscrire la réalisation du plan de formation dans le deuxième C2D La formation et l'encadrement des Chefs d'établissements reviennent à l'inspection générale et la DRH. La DRH devra être formée au suivi pédagogique pour l'accompagnement des équipes au sein de l'établissement.	01 consultant international pour l'appui de la DRH en vue de développer un plan de formation continue a été recruté en 2015. Un atelier de validation du plan de formation s'est déroulé en février 2016. Le budget de la formation dépasse largement les possibilités du 2eme C2D.	Prochaines étapes : préciser quelle partie du plan doit être financé sur le C2D 2 et selon quels modes opératoires.
Acquisition de véhicules pour l'inspection pédagogique	Le véhicule destiné au groupe de travail sur les collèges a été livré. Les 7 véhicules destinés aux inspections pédagogiques ont été livrés à l'UCPEF	Organiser une cérémonie de livraison des véhicules		Remettre les véhicules au plus vite aux antennes pédagogiques afin que l'encadrement des établissements puisse être réalisé.

8.2 Projet Education-Formation - Composante 1 – EDUCATION DE BASE C2D2

Priorités C2D2 :

- Identifier les sites des collèges à construire ;
- Finaliser l'allotissement pour la construction des collèges ;
- Elaborer le plan de la formation continue des enseignants et directeurs d'établissements (primaire et collèges) ;
- Mettre en place le dispositif de production de manuels scolaires.

Tableau 9 : Diligences composante 1 : Education de base C2D 2

ACTIVITE	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE / OBSERVATIONS Septembre 2015	Etat d'exécution février 2016	Actions à mener
Construction équipement collèges de proximité et mobilisation sociale	<p>Identifier les terrains AO pour la MOA</p> <p>Mobiliser les ONG pour organiser la mobilisation sociale</p>	<p>Validation des sites de construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sélectionner localités d'implantation des collèges=>liste définitive validée par le MENET à soumettre à l'ANO de l'AFD - Sélectionner les sites fonciers et les faire valider par un bureau d'étude de génie civil => coordonnées des sites foncier et actes de donation ou d'affectation du terrain pour la construction d'un collège public du MENET <p>Contractualisation des ONG pour mobilisation sociale et réalisation d'une partie des constructions (selon les modalités similaires à DEF11 pour les écoles primaires)</p>	<p>Processus de validation des localités en cours de finalisation. Certains sites seront situés dans des sous-préfectures et pourront abriter des collèges base 4 si les effectifs le rendent nécessaire (ou deux collèges en base 2 pour faciliter une meilleure desserte)</p>	<p>Revoir les plans de collèges pour maintenir le cout à 130 millions pour le collège base 2 et à 260 millions pour le collège en base 4 : produire des plans pour les collèges base 4 en tenant compte des économies réalisables (galerie en veranda)</p> <p>Prévoir trois modalités :</p> <p>Modalité 1 : Pour les sites éloignés, confiées les chantiers aux ONG. Sélectionner par AMI les ONG chargées de la mobilisation communautaires et celles chargées de construction (l'atelier financé sur le C2D 1 permettra d'identifier le cahier des charges des ONG pour la mobilisation communautaires : réunion des cadres, préparation du site, accompagnement des travaux, accompagnement post-ouverture (chantiers écoles, clubs de mères, de santé, d'hygiène, appui à l'entreprenariat, etc.). Lien avec les DREN/IEP et avec le projet Emploi (chantiers écoles)</p>

ACTIVITE	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE / OBSERVATIONS Septembre 2015	Etat d'exécution février 2016	Actions à mener
				<p>Modalités 2 : constituer des lots significatifs de collèges en base 4 ou base 2 sur des sites assez regroupés géographiquement puis lancer des appels d'offres internationaux (avec préqualification) pour le recrutement d'entreprises de construction.</p> <p>Modalité 3 : pour les autres sites prévoir les modalités identiques à celles du C2D1 (recrutement de BE et e PME ivoiriennes)</p>
Construction équipement centres de formation régionaux d'enseignants (primaire et collège) pour la formation initiale et continue des instituteurs, la formation professionnelle pédagogique initiale et continue des professeurs de collèges et l'installation d'antennes pédagogiques	Valider le cahier des charges des CFR Identification des sites et des terrains	<p>Validation des sites de construction ; Agboville, Bouaflé, Bouna, Daoukro, Boundiali, Dimbokro, Divo, Duékoué, Soubré, Séguéla et identification de 5 sites additionnels</p> <p>Actualisation et validation de la concept note (juin 2015) sur les attributions, l'organisation, le budget de fonctionnement et le chronogramme de mise en œuvre</p> <p>Préciser le dispositif de formation dans les centres de formation régionaux => note de synthèse sur le dispositif de formation, les effectifs cibles et les modalités de gestion des centres régionaux de formation, de définition du curriculum de formation en lien avec l'ENS, le schéma retenu pour la formation des formateurs, le budget indicatif de fonctionnement des centres, le calendrier d'ouverture des centres de formation régionaux</p>	<p>Pas d'avancement.</p> <p>L'ENS envisage d'ouvrir des écoles déconcentrées pour le professorat : est-il envisageable d'articuler les deux projets CFR et ENS déconcentrée ?</p>	<p>La note du MEN sur la construction des centres de formation régionaux devrait être finalisée et valider.</p> <p>A voir en fonction des conclusions des travaux du CIEP</p> <p>Définir les orientations nationales et les modes opératoires pour la formation des professeurs selon les besoins quantitatifs engendrés par la politique de scolarisation obligatoire.</p> <p>Adapter le plan de construction centres de formation régionaux.</p>
Formation continue des enseignants et directeurs d'école primaires	Adaptation du dispositif IFADEM/SANKORE	<p>Définir un cahier des charges de partenariat IFADEM/OIF/AUF pour l'ingénierie de formation ; Evaluer et capitaliser sur la mise en œuvre IFADEM/CEFIT.</p> <p>Adapter le dispositif de formation à distance tutorée pour les compétences de base :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formations des instituteurs centrées sur l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul au CP et sur la géométrie au CM ; - Formation des directeurs à l'encadrement pédagogique de proximité des enseignants par les directeurs d'écoles, la lutte contre le redoublement et l'échec scolaire <p>Restructurer l'organisation et l'animation des</p>	<p>Evaluation du dispositif IFADEM en cours début 2016.</p> <p>Le MEN envisage une extension du dispositif de formation à distance tutorée.</p>	<p>Définir les modalités de la formation continue des enseignants du primaire (articulée avec les CAFOP ou pilotée par les IEP).</p> <p>Faire une proposition d'adaptation du dispositif IFADEM/SANKORE en insistant sur la formation des instituteurs centrée sur l'enseignement de la lecture et du calcul au CP et sur la géométrie au CM.</p>

ACTIVITE	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE / OBSERVATIONS Septembre 2015	Etat d'exécution février 2016	Actions à mener
		antennes pédagogiques pour un accompagnement adapté aux collèges de proximité		Définir le rôle du directeur dans l'encadrement de proximité des enseignants et garant d'un fonctionnement efficace de l'établissement. Prendre en compte les travaux du projet OPERA (PME, AUF, AFD) sur l'observation des pratiques enseignantes et les outils proposées par améliorer leurs pratiques.
Manuels scolaires collège	Rédiger une note sur le processus de production des manuels	Possibilité de prise en charge sur C2D sous réserve d'une procédure d'attribution des marchés transparente garantissant les droits d'impression acquis au MENET et permettant de fixer le prix de vente à 1 euro par manuel Elaborer les manuels et définir les matériels didactiques prioritaires à élaborer et dupliquer. Négocier avec les éditeurs selon une modalité permettant au MENET de conserver le copyright sur les manuels du collège pour la classe de 6ème contre facturation du travail éditorial effectué=> PV de négociation - Lancer une consultation internationale pour production de manuels de 5ème avec conservation du copyright par le MENET => cahier des charges - Etudier la possibilité d'un financement sur l'aide budgétaire C2D=> requête d'imputation sur l'ABG 2016 à transmettre à l'AFD - Actualiser la note sur la production, l'édition, l'impression et la diffusion des manuels=> note de synthèse	La note MEN de septembre prévoyait de : - reconstituer l'unité de production des manuels au sein du MEN afin que le MEN dispose des copyrights sur les manuels. - constituer un fonds pour les manuels scolaire alimenté par une cotisation pour couvrir l'usure et la réimpression des manuels L'équipement de cette unité de production a été inscrit au budget du C2D N°2. Le MEN envisage une contribution des familles de 10 000 FCFA /an/enfant aux manuels scolaires, dont 3000 F de caution remboursable et 7000 F pour l'usage des manuels.	Mettre en œuvre le plan qui avait été défini dans la note du MEN de septembre 2105 qui permet d'obtenir des manuels à coûts réduits dans les matières principales pour l'ensemble des élèves. Mettre en place la contribution des familles aux manuels scolaires. Mettre en œuvre l'intervention du CIEP qui comporte un volet de formulation d'un plan d'action pour les manuels scolaires. Négocier avec les éditeurs selon une modalité permettant au MENET de conserver le copyright sur les manuels du collège pour la classe de 6ème contre facturation du travail éditorial effectué=> PV de négociation. Mettre en place le dispositif pour la production des manuels de la 5ème.
Matériel didactique pour les collèges de proximité et CFR	Etablir la liste des matériels pédagogiques pour les collèges de proximité	Valider la liste de matériels		Mettre en œuvre l'intervention du CIEP sur le volet des matériels didactiques dans le cadre de la réforme du collège.
Accompagnement de la réforme du collège (curriculum, manuels, gouvernance, révision des textes)	Mise en place d'un groupe de travail avec un point focal TDR élaborés	Partenariat CIEP : - accord-cadre signé ;		Signer la convention avec le CIEP et organiser une première mission d'ici la fin du premier semestre. Elaborer le plan de travail avec la DELC et la DPFC

ACTIVITE	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE / OBSERVATIONS Septembre 2015	Etat d'exécution février 2016	Actions à mener
		- convention de partenariat signée		
Formation continue du personnel administratif et chefs d'établissements	Plan d'action élaboré par la DRH	Préparer et budgétiser un plan de formation des chefs d'établissement (du niveau primaire et collège) comprenant des volets d'encadrement pédagogique de proximité, en lien avec le plan de formation des personnels administratifs en cours d'élaboration	Le plan dépasse largement le budget	Suite à la validation du plan de formation continue du personnel administratif, indiquer quelle partie prendre en charge sur le C2D 2 et selon quelles modalités.

8.3 Projet Education-Formation - Composante 2 – formation professionnelle C2D1

Priorités C2D1 :

- Lancer les travaux pour les deux lycées professionnels
- Adopter les textes sur la gouvernance des établissements
- Mettre en place les comités de pilotage pour les centres sectoriels associant le secteur privé

Tableau 10 : Diligences composante 2 : Formation professionnelle C2D 1

	Situation au 30/09/2015	Actions à mener en septembre 2015	Réalisée fin janvier	Diligences
Appui aux groupes de travail de la réforme : - Ingénierie de formation - Alternance - Gouvernance des établissements	MEMEASFP a réuni le COPIL de la réforme.	Adopter les textes sur la réforme de la gouvernance des établissements de FP après concertation les instances paritaires.	Les textes sur la réforme de la gouvernance n'ont pas été approuvés	Valider les textes notamment le modèle d'établissement, les guides d'organisation, de gouvernance et les référentiels de l'encadrement
Structuration des branches professionnelles	Préparation de l'installation des CNB Missions d'appui à l'élaboration des plans d'action des CNB organisées en juin et juillet 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Définir et allouer les ressources pour le fonctionnement du comité de branche sur la base d'un cahier des charges précis. - Assurer l'implication directe des entreprises dans les activités des branches. - Organiser les partenariats avec les branches homologues françaises. 	Mise en place des observatoires de branches : mission 3 en cours pour 9 branches	<p>La mission 3 se fera à travers la mobilisation des partenariats en appui des 4 centres sectoriels sur le C2D 2 (Agriculture, Mines et extraction, Transport et logistiques, Industrie mécanique et électrique)</p> <p>Une quatrième mission sera organisée pour le travail avec les CPC (vérifier la disponibilité financière)</p> <p>Formaliser les branches professionnelles, les comités nationaux de branches et les observatoires par décret</p>

	Situation au 30/09/2015	Actions à mener en septembre 2015	Réalisée fin janvier	Diligences
AMO filières IAA et MI	Prestation d'AMO (Codifor et Sfer) en cours. Reprise des activités de Codifor suite à la réception du 1 ^{er} paiement.		Livrables depuis septembre 2015 : - 5 Référentiels Évaluation et Certification (PCR 04) - Référentiels de compétences des formateurs - Guide de la gouvernance des établissements en partenariat - Guide d'organisation d'un établissement - Référentiels de compétences de l'encadrement - Rapport d'accompagnement de l'APD - 5 Guides pédagogiques (PCR 05)	Fin du contrat juillet 2017 ; date de remise du dernier livrable décembre 2017 : prévoir la rédaction d'un avenant Phase d'implantation : - Sélectionner et nommer les formateurs (avril 2016) - Débuter les formations de formateurs (juillet-septembre 2016) à l'IPNET ; - Stage d'immersion en entreprise de 6 mois (octobre 2016 à mars 2017) - Une fois la détermination du modèle d'établissement par les groupes techniques, la procédure de sélection de l'encadrement sera lancée (juin), pour une nomination en septembre 2016. - organiser, dès nomination de l'encadrement, des comités de pilotage paritaires trimestriels, préfigureurs de l'instance de gouvernance du lycée, avec les branches concernées
AMO filière BTP	Prestation d'AMO en cours (SFERE). Les métiers de base du BTP seront implantés dans les centres polyvalents compte tenu de la contrainte budgétaire		- Appui à la validation des APS ; - Analyse en cours des DAO	- Redéfinir le chronogramme à venir et préparer un avenant si nécessaire - Organiser des comités de pilotage paritaires trimestriels, préfigureurs de l'instance de gouvernance du lycée, avec les branches concernées
Travaux lycées professionnels Yopougon (filiales IAA et MI) et Daoukro (BTP)	Prestation APS réalisée	Valider les APD et lancer les DAO constructions Réaliser les Diligences environnementales et sociales urgente : L'APS adopté prévoit une voie d'accès à créer en bordure du mur d'enceinte de l'établissement (LP Yopougon) sur un espace occupé par des commerces temporaires. Les mesures nécessaires doivent être prises sans tarder pour libérer l'emprise de la voie d'accès <u>dans le respect de la réglementation et des obligations environnementales et sociales.</u>	APD validé en janvier 2016 ; DAO en cours Action non réalisée	Valider le DAO ; Lancer une pré qualification Lancement appels d'offres sur liste pré qualifiée en juin 2016 Début des travaux janvier 2017 Durée des travaux : 12-15 mois Réaliser les diligences environnementales
Préparer l'ouverture des deux lycées professionnels pour les filières IAA, MI, BTP				Préparer le décret de création des établissements Préparer le règlement intérieur Préparer l'inscription budgétaire du

	Situation au 30/09/2015	Actions à mener en septembre 2015	Réalisée fin janvier	Diligences
				budget de fonctionnement nécessaire aux nouveaux établissements Etablir la liste des personnels Mettre en place le plan de formation
Equipements des lycées professionnels pour les filières IAA, MI et BTP	DAO en préparation	Synchroniser les AO équipements avec le calendrier des travaux.	Action non réalisée	Préparer les DAO ; planifier le lancement de l'AO au moins 18 mois avant la livraison des travaux
Préparation à l'ouverture des filières IAA, MI et BTP	Activité non réalisée	Associer étroitement les branches professionnelles à l'adoption des textes sur la gouvernance des établissements, sur l'alternance et sur l'apprentissage. Anticiper l'adoption des textes relatifs aux nouvelles filières (cf. supra). Anticiper le recrutement et la formation du personnel du centre. Planifier le budget de fonctionnement des centres sectoriels et faire inscrire les lignes correspondantes au budget de l'Etat.	Action non réalisée	Adopter deux arrêtés sur l'ouverture des centres (avril 2016). Faire inscrire les dotations budgétaires des deux centres pour le fonctionnement
Valoriser le partenariat public privé et communiquer sur la réforme et les investissements en cours.	Activité non réalisée	Organiser un atelier de valorisation et de capitalisation sur le partenariat public privé en présentant des études de cas, notamment avec les opérateurs d'AMO déjà sur place.	TDR en cours de validation	Valider les TDR et arrêter une date avec suffisamment d'antériorité
Cellule de développement du partenariat Ecole entreprise (CDPE)	CDPE opérationnelle mais n'est pas en mesure de gérer le budget (issu de la taxe d'apprentissage collectée et versée au FDFP) qui lui est attribué faute de constitution juridique	En lien avec METFP : - Adopter le statut juridique de la CDPE pour lui permettre de gérer son budget. - Faire procéder au reversement des ressources destinées à la CDPE transférés jusque-là à la PFS-CI. - Adopter le plan d'action et budget de la CDPE et transmettre une copie à l'AFD	Est-ce que ces actions ont été réalisées ?	

8.4 Projet Education-Formation - Composante 2 – formation professionnelle C2D2

Priorité C2D2 :

- Signer les accords de partenariat et mettre en chantier la phase préparatoire (pour les centres sectoriels, les centres polyvalents et l'IPNEPT) dont dépend l'exécution des travaux ;
- Recruter un BE pour réaliser un plan-type des 4 centres sectoriel (bloc administratif, bloc pédagogique, bloc restauration) –le bloc atelier sera précisé dans un second temps ;
- Lancer un AO de travaux pour la réalisation des 4 centres ;
- Recruter un BE pour réaliser les études des réhabilitations (IPNEPT et centres polyvalents).

Tableau 11 : Diligences composante 2 : Formation professionnelle C2D 2

ACTIVITE	PROCESSUS INSTRUCTION A POURSUIVRE	VALIDATION ATTENDUE Septembre 2015	Etat d'exécution février 2016	Diligences
CENTRES POLYVALENTS et IPNEPT				
4 CENTRES DE FORMATION POLYVALENTS Filières BTP IME : CPMBAT Koumassi CFP Abengourou CFP 1 Daloa CET Mankono	Préétude de cadrage réalisée Etude technique : état des lieux, plan de réhabilitation, plan d'équipement	Validation du partenariat CIEP/SFERE Etudes génie civil pour réhabilitation	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible La requête pour imputer le financement de la phase préparatoire sur le fonds d'étude a été signée par le METFP Le METFP prévoit de reconfigurer les établissements en centres de Formation/Production	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349 Requête de financement pour un nouvel établissement polyvalent Bongouanou (BTP/électricité) : 2,37 millions euros sur la réserve C2D réserve Adopter les textes sur la gouvernance des établissements, recycler les formateurs
IPNEPT Formation des formateurs	Préétude de cadrage réalisée Etude technique : état des lieux, plan de réhabilitation, plan d'équipement,	Validation du partenariat avec le CIEP	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible La requête pour imputer le financement de la phase préparatoire sur le fonds d'étude a été signée par le METFP Le METFP a défini de nouvelles orientations pour l'IPNEPT (établissement de référence et d'innovation technologique, un cycle de formation pour les enseignants du privé ; la formation de personnels d'encadrement de l'ETFP	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349 Adopter les textes sur la gouvernance des établissements, recycler les formateurs
5 CENTRES SECTORIELS SPECIALISES				
Métiers du transport logistique à Abidjan	Préétude de cadrage réalisée Etude technique détaillée à réaliser : état des lieux, plan de réhabilitation, plan d'équipement, chronogramme	Validation du partenariat avec la branche française homologue (AFT-IFTIM AFTRAL) Site foncier à identifier et à sécuriser :	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible La requête pour imputer le financement	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349 Mettre en place un Copil pour le centre

ACTIVITE	PROCESSUS INSTRUCTION A POURSUIVRE	VALIDATION ATTENDUE Septembre 2015	Etat d'exécution février 2016	Diligences
		Abidjan	de la phase préparatoire sur le fonds d'étude a été signée par le METFP Un modalité de gestion déléguée est envisagée pour le centre	sectoriel en y associant la (les) branche(s) professionnelles concernée : la comité étuiera les modalités de la gestion déléguée à une entité émanant du secteur privé
Métiers de l'agriculture/élevage à Botro	Préétude de cadrage réalisée Etude technique détaillée à réaliser : état des lieux, plan de réhabilitation, plan d'équipement, chronogramme	Validation du partenariat avec SUPAGRO Validation du site : Botro (nouvelle construction) Site foncier à identifier et à sécuriser	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible La requête pour imputer le financement de la phase préparatoire sur le fonds d'étude a été signée par le METFP	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349 Mettre en place un Copil pour le centre sectoriel en y associant la (les) branche(s) professionnelles concernée
Métiers de l'industrie minière à Man	Préétude de cadrage réalisée Etude technique détaillée à réaliser : état des lieux, plan de réhabilitation, plan d'équipement, chronogramme	Validation du partenariat avec CODIFOR (réhabilitation/extension) Site foncier à identifier et à sécuriser	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible La requête pour imputer le financement de la phase préparatoire sur le fonds d'étude a été signée par le METFP	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349 Mettre en place un Copil pour le centre sectoriel en y associant la (les) branche(s) professionnelles concernée
Métiers de la mécanique à Abidjan	Préétude de cadrage réalisée Etude technique détaillée à réaliser : état des lieux, plan de réhabilitation, plan d'équipement, chronogramme	Validation du partenariat GIP FCIP Rectorat de l'Académie d'Auvergne avec CIEP Site foncier à identifier et à sécuriser	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible La requête pour imputer le financement de la phase préparatoire sur le fonds d'étude a été signée par le METFP	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349 Mettre en place un Copil pour le centre sectoriel en y associant la (les) branche(s) professionnelles concernée
Formation professionnelle des personnes handicapées à Abidjan	Etude technique à réaliser : état des lieux, plan de réhabilitation, plan d'équipement,	Validation du partenariat avec Expertise France Site à identifier : Abidjan Yopougon ?	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349
Cabinet d'architecture/génie civil	Recruter un cabinet d'architecture/génie civil pour les études d'infrastructures (APS, APD, DAO et contrôle)	Préparation des TDR (5 lots pour les centres sectoriels et 1 lot pour les centres polyvalents, 1 lot pour l'IPNEPT)	Le programme de travaux est disponible (cf préétudes réalisées en juillet-septembre 2015)	Préparer AMI pour recruter BE ; puis AO de sélection du BE ; puis début des travaux préparatoires à imputer sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349
APPUI INSTITUTIONNEL				
Appui institutionnel à la réforme et aux branches	Pré-Etude de cadrage réalisée Plan d'action détaillé et chronogramme avec profils des intervenants	Validation du partenariat avec Expertise France	Le projet d'accord cadre est disponible Le cahier des charges spécifique est disponible	Signature du partenariat et début des travaux préparatoires sur financement Etudes et Pilotage CCI 1349
Plan de communication et information du public sur les filières	TDR à élaborer d'un plan de communication	Prestataire à recruter		Financement disponible sur C2D 1 ; la DGFP doit faire une proposition
Observatoires de branches - Dispositif d'information et de prévision emploi-formation (DIPEF)	TDR et budget élaborés Convention à valider	Partenariat avec IIPE – Pole de Dakar		Revoir le statut du dossier

8.5 Projet Education-Formation - Composante 3 – enseignement supérieur C2D1

8.5.1 Sous-composante 3.1 – INPHB – C2D1

Priorités INPHB :

- Mettre en route au cours du 1er semestre 2016 le changement de statut (adoption du statut, règlement intérieur, organisation interne, nouveau statut RH, modèle économique, contrat d'objectifs et de moyens) et constituer l'association qui sera gestionnaire de l'INPHB ;
- Réalisation des travaux d'étanchéité (attribution du marché et démarrage des travaux au S1 2016).

Tableau 12 : Diligences sous-composante 3.1 : INPHB - C2D 1

	Situation au 30/09/2015	Mesures à prendre	Réalisé fin janvier 2016	Diligences attendues 2016
Réforme de l'INP-HB				
Comité de pilotage (COPIL) et feuille de route de la réforme	Le Copil a élaboré le nouveau statut de l'INPHB avec l'appui d'une consultation juridique. Une assistance technique (Expertise France) est mobilisée.	Faire valider les propositions du Copil par le conseil de gestion de l'INP-HB. Faire adopter un arrêté sur la prolongation du COPIL Rédiger la note argumentaire pour le nouveau statut en lieu avec le plan stratégique de développement de l'INPHB	Une proposition a été déposée au Ministre en septembre ; elle est en cours de validation Mission en France en décembre 2016 pour analyser les textes existants	Valider les nouveaux statuts d'ici la fin du premier semestre 2016
Modèle économique de l'INP-HB viable	Activité esquissée, mais à formaliser dans un document	Recruter un consultant pour l'élaboration d'un modèle économique fondé sur une hypothèse réaliste de croissance des effectifs d'élèves, sur une base payante pour certains d'entre eux, reflétant le coût réel de la formation.	Une esquisse réalisée en interne	Finaliser au plus vite les TDR pour un consultant individuel ou un cabinet d'audit Réaliser le modèle économique de l'INPHB (à joindre au dossier de changement de statut)
Réforme institutionnelle de l'INP-HB	Nouveau statut élaboré prévoyant l'autonomie juridique et financière ainsi draft de contrat d'objectif et de moyens Etat-INPHB	Rédiger un nouveau statut pour l'INP-HB prévoyant l'autonomie, un conseil d'administration et un contrat d'objectifs et de moyens.	Pas réalisé	Présenter le nouveau statut en CCM (si possible en même temps que le règlement intérieur et le modèle économique ou tout au moins un résumé de leurs orientations). Constituer l'association prévue dans les statuts
Réforme organisationnelle de l'INP-HB	Activité non réalisée	Adopter une nouvelle organisation des écoles et départements.	Draft de règlement intérieur élaboré Mission d'étude en France : le modèle de l'INP Aquitaine présente des caractéristiques intéressantes pour l'INP Prise de contact avec INP Aquitaine en vue d'un appui au processus (très	Finaliser le nouveau règlement intérieur et le faire adopter par l'instance adéquate (Conseil de gestion de l'INPHB) Accorder l'autonomie nécessaire aux écoles pour la mise en œuvre du processus d'accréditation

	Situation au 30/09/2015	Mesures à prendre	Réalisé fin janvier 2016	Diligences attendues 2016
			structurant) d'accréditation de l'INPHB auprès de la CTI France qui se fait école par école	Mettre en place la nouvelle organisation (DG-Ecoles avec rattachement des départements d'enseignement et de recherche aux écoles)
Réforme de la gestion des RH	Activité non réalisée	Adopter un statut RH <i>ad hoc</i> INP-HB avec hausse des rémunérations en contrepartie d'une implication effective des personnels.	Pas réalisé	Mettre en chantier un nouveau statut du personnel de l'INPHB
Réhabilitation de l'INP-HB				
MOE de travaux	Le cabinet SCET Tunisie a été recruté	Signer le contrat	Contrat approuvé en décembre 2015	Démarrage des prestations
Travaux d'étanchéité	Premier AO infructueux (aucune entreprise ne répondait aux critères de qualification). Décision de relancer la consultation sur la base d'une liste restreinte d'entreprises de taille plus importante. Le nouvel AO a été transmis à la DMP fin aout.	Relancer la consultation pour les travaux	Appel d'offre lancé en octobre ; analyse des offres en cours	AO travaux étanchéité : Effectuer au plus vite l'attribution pour débiter les travaux en mai 2016
Travaux sur résidences et services communs (hors étanchéité)	Non réalisé	Etablir des lots fermes (imputés sur C2D N°1) et des lots conditionnels (à imputer sur C2D N°2) pour éviter de relancer un AO.	Non réalisé	Consolider les conclusions des études de faisabilité fournies (BNEDT) après analyse de l'existant sur site Réviser le programme d'exécution des travaux en fonction de l'urgence Adapter si nécessaire les descriptifs quantitatifs et estimatifs (DQE) Finaliser l'APD et préparer le DAO des travaux
Equipement de l'INP-HB				
Equipement urgent opération « Coup de poing »	Livraison achevée pour les lots attribués. Marchés en cours d'approbation pour les lots infructueux qui ont fait l'objet d'une relance.	<ul style="list-style-type: none"> - Installer rapidement des barreaux aux fenêtres et renforcer les portes des laboratoires. - Vérifier la qualité de l'approvisionnement en électricité ; le cas échéant acheter des onduleurs dotés de la puissance suffisante. - Prévoir au budget de fonctionnement de l'INP-HB les consommables des laboratoires. - Transmettre le planning de l'utilisation des salles de TP à l'UCP-EF et à l'AFD 	Non réalisé	<ul style="list-style-type: none"> - Installer rapidement des barreaux aux fenêtres et renforcer les portes des laboratoires. - Vérifier la qualité de l'approvisionnement en électricité ; le cas échéant acheter des onduleurs dotés de la puissance suffisante. - Prévoir au budget de fonctionnement de l'INP-HB les consommables des laboratoires. - Transmettre le planning de l'utilisation des salles de TP à l'UCP-EF et à l'AFD - Inscrire l'ensemble des équipements livrés dans l'inventaire de l'établissement et dans la comptabilité matière et financière (amortissement)
Rénovation ESA/ESI				

	Situation au 30/09/2015	Mesures à prendre	Réalisé fin janvier 2016	Diligences attendues 2016
Partenariats SupAgro/Ecole supérieure d'Agronomie	Les activités ont démarré en 2014.	Bon avancement des travaux. Difficultés de mobilisation des enseignants chercheurs signalées	missions effectuées déroulement satisfaisant des activités Rapport d'activité Supagro-ESA transmis. Chronogramme des missions 2016 élaboré	Transmettre une copie des livrables à l'AFD
Partenariats ESI/Ecole centrale de Lyon	Les activités ont finalement démarré fin février 2015 avec 4 nouveaux mois de retard.	Actualiser les plans de travail sur la base du démarrage effectif des activités, pour tenir compte des retards.	missions effectuées déroulement satisfaisant des activités	Transmettre le rapport d'activité fin 2015 Indiquer le chronogramme des missions 2016 Transmettre une copie des livrables à l'AFD

8.5.2 Sous-composante 3.2 – UNIVERSITES PUBLIQUES – AMRUGE 1- C2D1

Priorités :

- Responsabiliser les universités dans la mise en œuvre du plan d'action sur les 4 volets les concernant ;
- Signature de l'avenant AUF pour la formation aux MOOCs ;
- Revoir l'architecture informatique sur la base de systèmes locaux pour les UFR et les bibliothèques permettant la création et l'exploitation de salles multimédia et de Moocs sans attendre la mise en production du RITER et de l'interconnexion globale des universités.

Tableau 13 : Diligences sous-composante 3.2 : AMRUGE C2D 1

	Situation au 30/09/2015	Mesures à prendre	Réalisé fin janvier 2016	Diligences
Coordination et gestion du projet	Sur demande du MESRS, soutenue par la Primature est créé un nouveau poste d'ETI comme Chef de projet coordinateur AMRUGE C2D (pour y affecter l'ex Conseiller technique du SCAC en poste au MESRS) ; financement prévu : un an sur FERC Etude et pilotage (car le poste demandé n'est pas inscrit dans le PAA - budget programme AMRUGE 1 en vigueur) et un an sur AMRUGE-2 imputé sur C2D2. Un nouveau conseiller technique du SCAC auprès du ministre de l'ESRS a pris fonction à la rentrée 2015.	Définir et communiquer un plan de travail semestriel détaillé de l'assistance technique pour l'exécution d'AMRUGE-1 et la préparation d'AMRUGE-2. Revoir le mécanisme de coordination (MESRS-Présidence des Universités – décanats) en vue d'une meilleure circulation de l'information sur les activités réalisées sur financement C2D. Mieux intégrer les activités C2D dans le plan stratégique des universités et impliquer étroitement ces dernières (présidence et doyens d'UFR) dans le suivi des activités à réaliser après les formations.	Assistance technique : Contrat approuvé en décembre sur financement STC2D Plan de travail en cours de réalisation en lien avec l'UCP Non réalisé Non réalisé	Renforcer la gouvernance du projet au niveau des établissements : - mise en place d'un comité de pilotage impliquant les responsables des universités et des grandes écoles ; - mise en place d'un comité de suivi constitué des référents des établissements, désignés par les présidents d'universités et les directeurs généraux des grandes écoles ; - validation des plans

	Situation au 30/09/2015	Mesures à prendre	Réalisé fin janvier 2016	Diligences
				<p>stratégiques en vue de préparer des contrats de résultats (valider un plan dès qu'il est prêt sans attendre l'ensemble des établissements) ;</p> <p>Renforcement de la communication sur les résultats obtenus</p> <p>Faire un tableau récapitulatif l'ensemble des livrables disponibles</p>
Lot 1 Implantation du LMD dans les universités	<p>Réunions du Copil AUF-MESRS en mai et juin 2015 et remise par l'AUF des rapports contractuels.</p> <p>L'ensemble des maquettes d'enseignement ont été mise au format LMD.</p> <p>Nombreux ateliers réalisés conformes au plan de travail AUF (démarche qualité ; partenariat universités-entreprises ; rédaction d'un plan d'orientation stratégique ; formation et information sur le LMD ; préparation des maquettes d'enseignement au format LMD, lutte contre la fraude et le plagiat ; gestion des bibliothèques universitaires)</p> <p>Difficultés :</p> <p>Difficulté de mobilisation des enseignants (maquettes LMD, mise en ligne des cours) Manque d'appropriation des activités par la population cible pour une implication es acteurs socioéconomiques</p> <p>Diffusion insuffisante des résultats obtenus (rapport des ateliers, plaquettes d'information) au sein des UFR, départements auprès des enseignant et des étudiants</p>	<p>Assurer une forte coordination (MESRS, Universités) sur le processus d'élaboration des maquettes au format LMD.</p> <p>Assurer un suivi des activités post-ateliers et notamment organiser la diffusion de l'information au sein des enseignants chercheurs des UFR par ceux qui ont participé aux ateliers de l'AUF.</p> <p>Etablir le plan d'action pour parachever l'implantation du LMD dans les universités (gestion numérique de la scolarité, renforcer l'efficacité externe en partenariat avec les entreprises, dispositif de suivi-évaluation etc).</p>	<p>Taux d'exécution des activités appuyées par l'AUF : 80%</p> <p>La conférence des présidents des universités et grandes écoles est associée à la mission de supervision C2D</p> <p>Non réalisé</p> <p>Non réalisé</p> <p>Les activités AUF sont suspendues depuis novembre 2015 date de la fin du contrat AUF ; un avenant en cours d'approbation pour formation des enseignants chercheurs sur les Moocs et la certification.</p> <p>L'activité AUF de formation d'administrateurs réseau certifiés CISCO est en cours d'organisation mais difficulté à identifier les personnes fonctionnaires éligibles pour la formation et la certification : les services informatiques comprennent une forte proportion de contractuels non éligibles aux formations.</p>	<p>Il revient au MESRS et aux Universités et grandes écoles bénéficiaires de finaliser les activités amorcées dans le cadre de l'appui de l'AUF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunir le comité de pilotage du Lo1 pour définir un nouveau chronogramme. - Intensification de la communication sur les activités du Lot N°1 - mise en ligne des cours par les enseignants chercheurs - Distribution des documents d'information sur la réforme LMD ; - Mise en œuvre du programme de sensibilisation des étudiants au système LMD ; - Validation des plans d'orientations stratégiques des universités et grandes écoles ; - Finalisation des maquettes de formation au format LMD ; - Transmission des listes de personnes à former pour la certification d'administrateurs de réseaux informatiques (certification CISCO) - Formation en gestion et administration des systèmes : revoir le profil des formations pour des fonctionnaires ; - Rappeler les missions effectuées depuis septembre

	Situation au 30/09/2015	Mesures à prendre	Réalisé fin janvier 2016	Diligences
Lot 2 Matériel informatique (ordinateurs portables pour tous les enseignants chercheurs)	Le MESRS a annulé cette activité devenue redondante suite à l'adoption du plan gouvernemental 100.000 ordinateurs pour les étudiants et les enseignants chercheurs.		Une étude réalisée sur financement du FSP Agures sur l'implantation de Cocktal	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de la formation à la production des MOOC (avenant AUF) ; - Réallouer les fonds disponibles à la mise en œuvre des plans d'orientations stratégiques des universités budgétisés et validés : <ul style="list-style-type: none"> o Création de salles multimedia, de laboratoire de langues, équipement informatique et duplicopieurs grands tirages pour les bibliothèques et les services de la scolarité. o Prévoir la mise en place de systèmes informatiques locaux (avec serveurs locaux) permettant un partage de ressources au sein des UFR et des bibliothèques universitaires – ces systèmes locaux seront connectés ultérieurement au réseau global RITER lorsque ce dernier sera fonctionnel pour les UFR.
Lot 2 Matériel informatique (autres équipements)	<p>Le gouvernement a dégagé 20 Mds FCFA pour l'interconnexion, le cablage et le wi-fi disponible sur l'ensemble des bâtiments des universités et grandes écoles</p> <p>Une mission d'un expert Cocktail/Scolaris est prévue, sur financement Agures. Elle devrait élaborer un plan d'action pur l'implantation de ces progiciels à financer sur AMRUGE-1 et 2</p>	<p>Mettre en place un dispositif d'AMO le plus rapidement possible intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aspects techniques (interconnexion et accès à la bande passante, les capacités physiques des réseaux primaires et secondaires) ; - les usages prévus pour l'enseignement et la gestion universitaire ; - la maintenance des réseaux. <p>Ce chantier peut faire l'objet d'un plan en plusieurs phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diagnostic-plan d'action (imputé sur C2D1) ; - Achats urgents (imputés sur C2D1) ; - Conception de l'UNCI sur le C2D « étude et pilotage » ; - Travaux et équipements imputés sur C2D2; - AMO à la réalisation de l'UNCI imputée sur C2D2. 		
Lot 2 Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour le volet informatique	MESRS a approuvé la proposition AUF pour la formation et la certification à la conception des MOOC.		Avenant accepté par UCP et AUF, en cours de validation par DMP	
Lot 3 Documentation bibliothèques universitaires	Livraison effectuée en septembre Mission pour préparer la réception et établir le relevé des travaux de sécurisation réalisée mais les travaux n'ont pas été programmés.	<p>Installer et paramétrer le logiciel de gestion avant la réception des ouvrages.</p> <p>Sécuriser les salles devant recevoir les ouvrages.</p>	<p>Non réalisée</p> <p>Les derniers ouvrages (ouvrage de remplacement des titres épuisés) sont en cours de livraison</p>	<p>Recruter un consultant pour effectuer le tour des bibliothèques et évaluer les besoins en sécurisation, réhabilitation et amélioration de la gestion.</p> <p>Finaliser le DAO pour l'acquisition d'ouvrages numériques pour les bibliothèques, abonnements à des revues numériques (veiller à la pérennité des versions numériques acquises)</p>

	Situation au 30/09/2015	Mesures à prendre	Réalisé fin janvier 2016	Diligences
Lot 4 Formation d'enseignants chercheurs (bourses master et doctorat)	Rapport d'exécution financière Campus France et versement 2 ^{ème} tranche	Campus France doit vérifier la situation des étudiants en fin d'année scolaire (réussite aux évaluations annuelles) et transmettre l'information au MESRS	Taux d'exécution 50% (tranches 1 et 2 versées) Difficulté de versement pour 3 projets relevant de l'IPR	Demander le renouvellement de la troisième tranche Transmettre le rapport d'activités Développer l'Entreprenariat innovant : identifier les entrepreneurs Développer les partenariats industriels !: Mettre en place l'assistance technique aux correspondants valorisation pour le diagnostic des opportunités technologiques dans les universités et des besoins R et D des entreprises
Lot 4 Projets de recherche en partenariat	Activités en cours. En attente du rapport de suivi de l'IRD sur la mise en œuvre des 10 projets de recherche	UCP-EF doit effectuer un audit de la gestion des fonds transférés aux laboratoires universitaires et organismes de recherche ivoiriens	Comité de pilotage du lot 4 organisé le 26/11/2015	Rappeler le chronogramme d'intervention pour l'année 2016 (comités de pilotage, livrables critiques)

8.6 Projet Education-Formation - Composante 3 – enseignement supérieur C2D2

8.6.1 Sous-composante 3.1 – INPHB C2D2

Priorités INPHB :

- Prioriser le programme d'investissement ;

Tableau 14 : Diligences sous-composante 3.1 : INPHB - C2D 1

ACTIVITE	DETAILS	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE SEPTEMBRE 2015	Etat d'exécution février 2016	Diligences
Renforcement des capacités d'accueil de l'INPHB	Extension de l'antenne d'Abidjan Danga : Construction d'un bâtiment pour (i) les formations d'ingénieur de type CNAM en	Réaliser esquisse, puis Etude APS, APD	Valider le programme de travaux	Programme et Esquisse réalisés. Importants surcoûts par rapport au budget initial. Le budget disponible pourrait suffire dans le cas où une solution alternative au C2D serait	Travailler sur les APS pour réévaluer le budget sur la base de prix constatés dans d'autres AO d'infrastructures éducatives (cf formation professionnelle C2D1).

ACTIVITE	DETAILS	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE SEPTEMBRE 2015	Etat d'exécution février 2016	Diligences
	génie civil, génie industriel, informatique, biotechnologies et industries agroalimentaires, entrepreneuriat (1930 apprenants en 2020) ; (ii) les formations CEPEDEC d'experts comptables (1000 apprenants en 2020)			identifiée pour financer les nouvelles résidences universitaires.	
	Construction de résidences universitaires à Yamoussoukro pour accroître les capacités d'hébergement : Construction de 6 bâtiments d'une capacité de 600 chambres + Equipements (2 au sud et 4 au Nord) selon budget disponible	Réaliser esquisse, puis Etude APS, APD	Valider le programme de travaux	Esquisse réalisées. Importants surcouts par rapport au budget disponible. Des acteurs privés (banques, promoteurs) ont manifesté leur intérêt pour investir dans la construction de résidences universitaires à Yamoussoukro.	Etudier la possibilité de financement des résidences universitaires en PPP (Concession de terrain à un exploitant privé).
Réhabilitation INPHB	Etanchéité (2 ^{ème} phase), autres corps d'états, climatisation sites sud et Nord, plomberie, électricité	Prestation de maîtrise d'œuvre déjà mobilisée dans le cadre du C2D1			Actualiser l'APS et l'APD de travaux avec le bureau d'étude MOE. Lancer le DAO de travaux avant la fin du semestre.
	Installation de grilles de protection et de portes blindées avec accès sécurisés, remplacement des extincteurs, révision des bouches d'incendies	Réaliser esquisse, puis Etude APS, APD			Travaux à effectuer par l'INPHB sur financement C2D ; achat matières premières via UCPEF.
Rénovation pédagogique	ESCAE Dotation Pédagogique et système d'information ESCAE Renforcement des capacités ESCAE Partenariat avec une école de commerce (à identifier)	Liste de matériel avec spécifications à élaborer par INPHB A définir dans le cadre du partenariat	Valider les conventions de partenariat : - Définir le cahier des charges de ces partenariats, établir les plans d'action budgétisés et préparer les conventions de partenariat (pour la rénovation pédagogique et la formation des formateurs) - Réaliser les études techniques préparatoires imputées sur le FERC Etudes et pilotage (réhabilitation, équipement, ingénierie de formation) - Dans de l'appui à l'ESMG : définir les complémentarités avec l'intervention de la Banque Mondiale sur les centres	Partenariat identifié avec Audencia	Signer le partenariat d'ici septembre 2016

ACTIVITE	DETAILS	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE SEPTEMBRE 2015	Etat d'exécution février 2016	Diligences
	<p>ESMG Dotation Pédagogique et système d'information ESGM Renforcement des capacités ESGM Partenariat pédagogique et institutionnel ESGM avec INP-Lorraine / ENSG -Nancy</p>	<p>Liste de matériel avec spécifications à élaborer par INPHB A définir dans le cadre du partenariat avec INP-Lorraine / ENSG -Nancy TDR et budget à définir Convention de partenariat à établir avec INP-Lorraine / ENSG -Nancy</p>	d'excellence	Mission INPHB en France fin 2015, rencontre avec INP-Lorraine / ENSG –Nancy. Esquisse de partenariat négociée.	Signer le partenariat d'ici septembre 2016
	<p>ESBTP Dotation Pédagogique et système d'information ESBTP Renforcement des capacités ESBTP Partenariat pédagogique et institutionnel ESBTP avec ESTP - Paris</p>	<p>Liste de matériel avec spécifications à élaborer par INPHB A définir dans le cadre du partenariat avec ESTP - Paris TDR et budget à définir Convention de partenariat à établir avec ESTP - Paris</p>		Mission INPHB en France fin 2015, rencontre avec ESTP Paris. Esquisse de partenariat négociée.	Signer le partenariat d'ici septembre 2016
Renforcement des capacités de recherche	Création de laboratoires de référence en qualité des eaux et analyse des aliments	Liste équipements et spécifications à établir par l'INPHB	Valider le programme d'investissement		Proposer une note décrivant le projet en détails (budget, mode opératoire) et son positionnement par rapport aux acteurs du secteur.

ACTIVITE	DETAILS	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE SEPTEMBRE 2015	Etat d'exécution février 2016	Diligences
Accompagnement de la réforme institutionnelle	Renforcement des capacités des acteurs (Directeurs, chefs de services et personnel d'appui)	Cahier des charges à élaborer pour les prestations d'accompagnement Spécifications à élaborer par l'INPH pour les acquisitions de matériels et logiciels de gestion	Valider les nouveaux statuts - Obtenir l'approbation des nouveaux statuts élaborés par le Copil - Etablir le modèle économique - Finaliser et faire valider le contrat d'objectifs et de moyens - Etablir la nouvelle matrice d'organisation de l'INPHB permettant aux écoles d'organiser le travail des enseignants chercheurs Apurer les restes à payer et abonder le budget d'investissement public : - Présenter une requête pour proposer l'apurement des restes à payer sur l'ABG C2D 2016 dans la perspective d'un changement de statut de l'institution - Présenter une requête pour le versement par l'Etat du budget d'investissement normalement alloué en 2015 et 2016 (le C2D est un financement additionnel)		Idem C2D 1
Informatique et communication	Renforcement INTRANET, site web et Réhabilitation de l'imprimerie : Amélioration de l'intranet par l'interconnexion des 3 sites, Renforcement du système d'information et des capacités d'impression	Spécifications à élaborer par l'INPH pour les acquisitions de matériels Le cas échéant, cahier des charges pour les prestations d'accompagnement	Valider le schéma directeur informatique		Préparer les TDR pour le recrutement d'un consultant
Nouvelles formations de pointe en partenariat avec les entreprises	Ecole professionnelle aéronautique : Dotations pédagogiques, et équipements, renforcement de capacités, partenariat organisations professionnelles du secteur du transport aérien (Airways et Air Ivoire) Ecole du pétrole : Dotations pédagogiques, et équipements, renforcement de capacités, partenariat organisations	Définir le plan d'action pour ces nouvelles activités de formation	Valider la structuration des nouvelles écoles : - Etablir un cahier des charges pour la réalisation des études techniques - Rédiger des documents de projet complets précisant les activités, les effectifs ciblés, les formateurs, les moyens pédagogiques et les équipements nécessaires, l'expertise à mobiliser pour a formation de formateurs, le chronogramme et le budget		Rédiger documents de projets complets

ACTIVITE	DETAILS	PROCESSUS INSTRUCTION	VALIDATION ATTENDUE SEPTEMBRE 2015	Etat d'exécution février 2016	Diligences
	professionnelles du secteur pétrolier UPPA/Total		détaillé, le coût et le plan de financement		

8.6.2 Sous-composante 3.2 – UNIVERSITES PUBLIQUES – AMRUGE 2- C2D2

Tableau 15 : : Diligences sous-composante 3.2 : AMRUGE C2D 1

Objectifs	Natures des actions à réaliser	VALIDATION ATTENDUE	Etat d'exécution février 2016	Diligences
Objectif N°1 : Développer le téléenseignement par la création de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	Production des contenus dans les 8 domaines de formation retenus pour l'université virtuelle de Côte d'Ivoire	Cahier des charges proposé par l'AUF à finaliser et à valider : - Elaborer le plan d'action détaillé de l'objectif 1 en lien avec l'opérateur AUF et réaliser l'étude technique du plan d'action détaillé de l'objectif 1 et les modes opératoires - Elaborer le cahier des charges de l'accompagnement AUF qui a été recentré sur la formation à la conception et à la production de Moocs, à l'intégration de l'enseignement numérique dans les enseignements des UFR, à l'identification de ressources numériques pertinentes à installer sur les serveurs locaux.	Cahier des charges en cours de préparation.	Signer le contrat de partenariat en juin 2016
	Accessibilité (espaces numériques ouverts, salles multimedia dans les universités existantes, aménagement d'amphithéâtres connectivité, studios d'enregistrement de Moocs	- Obtenir le calendrier de réalisation des investissements prévus par l'Etat dans les infrastructures informatiques qui conditionnent le déploiement de l'UVCI		
	Assistance AUF et accompagnements divers pour la formation des enseignants chercheurs à l'intégration de l'enseignement virtuel, la production de Moocs,	- Etablir un chronogramme d'intervention articulé sur le plan d'investissement dans les infrastructures informatiques - Préciser le plan d'investissement dans les salles multimedia et de l'aménagement des amphithéâtres en salles multimedia (localisation, quantification, spécifications, sécurisation et alimentation électrique), référence des équipements en vue de préparer un cahier des charges		
Objectif N°2 : Renforcer les capacités de recherche, de formation et de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation technologique.	Financement de 12 projets de recherche PRESED-CI N°2 et 12 bourses de doctorat sur les 6 pôles de recherche suivants (à raison de 2 projets par pôle et financement de 2 bourses de doctorat par pôle) : - Substances naturelles - Environnement - Agriculture - Mines et énergie - Civilisation - Gouvernance	Elaborer TDR de l'appel à projets Définir les thématiques prioritaires lors d'un atelier de concertation Définir le mécanisme d'appel à candidatures et de sélection des projets ; définir le cahier des charges des projets comprenant Préciser les domaines prioritaires de l'appel à projets Finaliser la convention de Partenariat avec IRD	Proposition IRD partenaire : PRESED, Expertise collégiale, observatoire de recherche, Ecoles doctorales)	Signer partenariat IRD en juin
	Création d'un Laboratoire niveau P3 P4 en partenariat avec le Ministère de la Santé et de la lutte contre le Sida (sous réserve dossier technique et plan de financement complets)	Préciser : - le contenu des activités au regard des enveloppes proposées ; - les investissements à réaliser sur financement C2D2 (infrastructures, équipements) et cahier des charges correspondants		Etablir la liste d'équipements
	Valorisation du potentiel en R&D (Expertise collégiale, autres activités de valorisation) (sous réserve dossier technique et plan de financement complets).	- le business plan de l'activité permettant de déterminer sa viabilité - la prise en charge du fonctionnement de l'activité en phase d'exploitation		
	Création de deux Fermes	- les entités responsables de la mise en œuvre (en phase	Proposition CIRAD	Signer partenariat CIRAD en juin

Objectifs	Natures des actions à réaliser	VALIDATION ATTENDUE	Etat d'exécution février 2016	Diligences
	agropastorales (sous réserve dossier technique et plan de financement complets) :	investissement et en phase fonctionnement)	partenaire : Recherche agronomique, ferme agropastorale et unité de recherche industrielle.	
	Appui à la recherche agronomique (CIRAD+CNRA) développement d'une politique semencière, maîtrise de l'eau pour l'agriculture, problèmes spécifiques des différentes spéculations agro-industrielles : (sous réserve dossier technique et plan de financement complets)			
	Création des observatoires de recherche (i) climat et hydrologie, (ii) écologie et biodiversité, (iii) santé humaine et socio-économie			
	Développement des Ecoles Doctorales (sous réserve dossier technique et plan de financement complets)			
	Création de deux Unités de recherche industrielle (URI) (sous réserve dossier technique et plan de financement complets)			

Objectifs	Natures des actions à réaliser	VALIDATION ATTENDUE	Etat d'exécution février 2016	Diligences
Objectif N°3 : Fournitures en équipements scientifiques des Universités pour améliorer la qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Equipement de 15 salles de Travaux pratiques dans les 5 universités publiques (dont 6 à l'UFHB, 1 à l'UAO de Bouaké, 2 à l'UNA, 3 à l'UPGC, 3 à l'UJLG de Daloa) et de 15 autres salles de TP à identifier.	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer l'étude technique approfondie pour effectuer l'inventaire de l'ensemble des salles à réhabiliter et des équipements à acquérir. Finaliser la liste des équipements des salles TP ; établir les devis estimatifs. La première phase de l'étude portera d'abord sur les 15 salles déjà identifiées dans les 5 universités. En fonction des estimations du coût il sera décidé de lancer une étude complémentaire pour d'autres salles de TP. Les modalités de gestion des salles devront être soigneusement définies en vue d'assurer la longévité des équipements. - Finaliser la liste des gros équipements communautaires et les devis estimatifs. - Etablir les TDR pour la prestation d'étude du plan de renforcement de capacités pour la prise en main, l'utilisation des équipements et la maintenance, - Etablir les besoins en budget de fonctionnement et maintenance des équipements de recherche - Identifier les 15 salles complémentaires à équiper et les liste de matériels à acquérir 	Non exécuté	Impliquer les universités pour l'identification des besoins et les insérer dans le budget des Plans d'orientation stratégiques
	Gros équipements communautaires pour la recherche	Prioriser les équipements Préciser les équipements souhaités, leur mode de gestion envisagé, les besoins éventuels de formation des utilisateurs et maintenanciers.		

Objectifs	Natures des actions à réaliser	VALIDATION ATTENDUE	Etat d'exécution février 2016	Diligences
	Renforcement des capacités : appui international pour le processus d'acquisition des équipements, la formation des utilisateurs, des maintenanciers	Etablir un cahier des charges des prestations envisagées solliciter l'intervention d'un organisme scientifique international (type CNRS ou association des directeurs d'IUT)		
Objectif N°4 : Pilotage de l'Enseignement Supérieur pour accroître son efficacité externe et son efficience	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etude des secteurs et métiers porteurs, lien avec les branches professionnelles. 2. Appui au renforcement des partenariats avec le secteur privé, (listes d'entreprises déjà identifiées par chaque structure). Renforcement de partenariat lors de la révision des curricula avec la formation professionnelle, lien avec les branches professionnelles. 3. Renforcement des capacités des enseignants chercheurs (bourses de perfectionnement) 4. Bourses de Master (orientées vers la formation de futurs enseignants chercheurs sur des thématiques ciblées sur les secteurs et métiers porteurs) 5. Mission d'appui des partenaires universitaires français 6. Assistance technique à la coordination d'AMURUGE et à la mise en œuvre du plan d'action. 	<p>Définir et adopter le plan d'action de la réforme de la gouvernance universitaire</p> <p>Etablir les TDR des études sur les secteurs et métiers porteurs en lien avec les branches professionnelles</p> <p>Définir le mode opératoire et planifier la révision des curricula de formation en lien avec les branches professionnelles</p> <p>Etablir les modalités de l'appui au renforcement des partenariats avec le secteur privé (liste des entreprises identifiées par UFR)</p> <p>Finaliser la convention avec Campus France pour la gestion de la mobilité</p> <p>Finaliser la convention avec la CCIPIF pour développer la formation à l'entrepreneuriat</p>	<p>TDR des études cours de finalisation</p> <p>Cahier des charges Campus en cours de finalisation</p> <p>Cahier des charges CCIPIF en cours de finalisation</p>	Signer partenariats CCIPIF et Campus en juin

8.7 Projet EMPLOI DES JEUNES

8.7.1 Projet EMPLOI DES JEUNES - C2D2

Tableau 16 : Diligences Emploi des jeunes - C2D 1

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Mesures à prendre	Réalisée à Fin Janvier 2016	Diligences à effectuer
COMPOSANTE 1- EMPLOYABILITE				
THIMO PFS 2048 jeunes	Les formations prévues (non réalisées pendant le THIMO à raison d'un jour par semaine soit 24 jours pour les six mois) sont programmées par la PFS en utilisant les deux modules élaborés par PEJEDEC pour la formation à la recherche d'emploi salarié et la formation à la création d'une AGR ou une MPE. Le cabinet qui a conçu ces modules formera les personnels des PFS-L qui seront les formateurs des jeunes en THIMO	Organiser les formations regroupées à la fin du stage sur la base du référentiel PEJEDEC (auto-emploi et emploi salarié) ; prévoir 1/3 du temps environ pour des visites d'activités correspondant à celle que souhaitent créer les bénéficiaires du THIMO (à organiser par les PFS locales).	Action en cours L'ANO sur convention N°2 BCPE-PFS a été obtenu le 25/01/2016. Les activités préparatoires à la formation des formateurs et la formation des bénéficiaires se poursuivent. L'ANO sur les conventions des cabinets de formation (FORSCOT et AFRIC LEADER) a été obtenu. La PFS CI et le BCP Emploi ont eu une rencontre de démarrage avec les cabinets. Un Chronogramme de mise en œuvre a été établi et approuvé par les parties : - Adaptation du Module et reproduction des supports pédagogique : Délai = 12/02/2016 - Formation des formateurs PFS : 22 – 28 / 02 / 2016 - Formation des bénéficiaires : A partir du 14/03/2016 - Etude d'impact sur les Thimo PEJEDEC en cours - Capitalisation effectuée sur les expériences THIMO en RCI et dans d'autres pays Africains	Exploiter les résultats de l'étude d'impact et de la capitalisation sur les Thimo pour proposer des aménagement dans la mise en œuvre de la dernière vague des Thimo sur C2D 1 et surtout pour préparer les Thimo C2D2 Suivi évaluation (transmission des rapports à l'AFD)
THIMO ONG 2048 jeunes	Activités Deamcovie en cours. Appel à projets ONG partiellement infructueux (1.500 jeunes ciblés). Suite à la mission AFD de septembre, il est convenu d'allouer à la PFS les 1500 Thimo. L'option de travailler avec les mairies n'a pas pu être concrétisée.	S'assurer avant le démarrage de nouvelles activités que l'ensemble du dispositif est effectivement en place (notamment les formations).	Action réalisée - Deamcovie : 548 jeunes sélectionnés sur 1 642 candidats, équipement acquis. Visite médicale et vaccination en cours. Lancement des activités planifiées pour le 05 Février 2016. Début effectif des activités en Février 2016. Le Cabinet FORSCOT a été sélectionné pour les formations en AGR et emploi salarié. Les formateurs en salubrité ont été sélectionnés et les formations débutent le 08 Février 2016 sur tous les sites. - PFS CI (nouvelle vague de 1 500 jeunes) : ANO de l'AFD le 25/01/2016. Démarrage de la sélection prévue pour Février 2016. Protocole de sélection validée avec la PFSCI et le BCP Emploi. Dispositif de formation disponible à partir du 28/02/2016 après la formation des formateurs.	
STAGES AEJ ex-AGEPE 675 jeunes	Les stages de qualité qui favorisent l'embauche effective sont plus difficiles à trouver. 417 jeunes en stage en septembre 2015. La dissolution de l'AGEPE et la mise en place de l'Agence Emploi Jeunes ont retardé cette activité qui sera relancée après signature du transfert de la convention AGEPE à l'AEJ.	S'assurer du suivi des jeunes en stage par les agences régionales AEJ.	Action en cours - 432 jeunes ont effectué un stage (138 femmes et 294 hommes) - ANO initial de l'AFD sur la convention le 06/01/2016. Approbation de la convention par le Ministère et la DMP. En attente de la validation de la nouvelle mouture de la convention par l'AEJ (prise en compte des remarques de la DMP) avant soumission de la demande d'ANO à l'AFD. Signature de la convention en Février 2016. - Suivi des stagiaires en activité en cours par les Conseillers en emploi de l'AEJ malgré les difficultés au niveau de la disponibilité des ressources (déplacement, communication).	Documenter le profil des jeunes en stage (pourcentage de diplômés, filières de formation etc) et leur niveau d'insertion professionnelle après 6 mois et un an. Documenter le pourcentage de jeunes embauchés à l'issue de leur stage.

			- Quelques visites de suivi des stagiaires effectuées également en entreprise par le BCP Emploi.	
CHANTIERS ECOLES dans le BTP avec ONG pour 627 jeunes	Le lot 2 a été relocalisé sur Abidjan. Signature du contrat avec l'ONG Actions Entreprises pour le lot 1 pour 300 jeunes et pour le lot 2 pour 366 jeunes en juin 2015 (chantier école à organiser avec des entreprises déjà titulaires d'un marché de travaux).	Assurer un suivi évaluation rapproché	<p>Action en cours. Réunion mensuelle de suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : Paiement de la première tranche effectué en Septembre 2015. 366 jeunes sélectionnés sur 914 candidats. Lancement officiel effectué le 28/01/2016. Chantiers école en cours sur les sites d'activité. Quelques activités de suivi réalisées : réunion de démarrage, formations sur les procédures programmatiques, passation de marchés et financières, missions de supervision (enrôlement des postulants, entretien de sélection), réunions mensuelles de suivi. - Lot 2 : ANO obtenu le 21/01/2016. Réunion de démarrage organisée le 01/02/2016. 1er virement effectué le 01/02/2016. Démarrage du processus de mobilisation et de sensibilisation des parties prenantes en Février 2016. Sélection et démarrage des chantiers en Mai 2016. Quelques activités de suivi réalisées : séance de travail sur le plan de travail des 06 mois, réunion de démarrage 	Suivi évaluation (transmission des rapports à l'AFD)
APPRENTISSAGE ONG 250 jeunes	Négociation directe en cours avec les 6 premières ONG de la liste restreinte, par lot de 50 jeunes.	Le BCPE devrait être proactif pour finaliser la négociation en vue de démarrer l'activité	<p>Activité abandonnée</p> <p>Négociation avec les ONG infructueuses. Point à discuter avec l'AFD lors de la mission de supervision en vue d'une réaffectation des fonds destinés à cette activité.</p>	Réalouer le financement prévu à la création de la plateforme de financement de l'entrepreneuriat
SCAED 250 jeunes	<p>Qualité inégale des études dont les conclusions sont assez peu opérationnelles. Nécessité de construire une pratique commune de l'encadrement des jeunes avec les personnels détachés au SCAED par leurs administrations d'origine (Défense, Jeunesse, Education, Formation pro). Avancement des APS et APD de travaux pour Bimbresso et pour Treichville</p> <p>Etudes « insertion des jeunes » et « ingénierie de formation » finalisées La constitution des équipes de formation et d'éducateurs est en cours. Négociations entreprises avec les avec les faitières du secteur privé pour les stages.</p>	Finaliser l'APD et lancer le DAO de travaux et d'équipements.	<ul style="list-style-type: none"> - Bimbresso : commentaires sur le DAO envoyés par l'AFD le 05/01/2016 ; - Treichville : commentaires sur les analyses de la phase 1 envoyés par l'AFD le 21/01/2016 - Le SCAED a signé un accord de reprise des 2 centres ADDR (Guiglo et Sassandra) et envisage une ouverture de ces centres plus rapide dans l'attente de la réalisation des travaux à Bimbresso (C2D1) et Treichville (C2D2) - Siege SCAED : Travaux et mobiliers réceptionnés ; Sélection prestataires en cours pour le matériel informatique et bureautique et le cablage - Mise en place RH pour la coordination nationale et le 1er centre - Programme de formation civique et citoyenne élaboré ; programme de formation qualifiante en cours d'élaboration (avec METFP) - Recrutement des formateurs en cours - Conventions en cours négociation avec CNM-CI, MPME-CI, FIPME-CI, rencontres avec le secteur privé (GEIQ-BTP, Carena) - Convention avec partenaires pour le profilage des jeunes (centre social Treichville Habitat ; centre social Anyama, complexe socio-éducatif de Marcory - Budget Etat inscrit 2015 : 164 MFCFA ; 23016 250 MFCFA. 	<ul style="list-style-type: none"> - Lancer l'AO de travaux pour Bimbresso - Sécuriser l'inscription budgétaire 2017 du fonctionnement des centres qui seront ouverts ; - Ouvrir uniquement les centres dont le budget de fonctionnement aura été sécurisé en crédits de paiement (le budget annuel de fonctionnement d'un centre de 250 jeunes est estimé à 300 MFCFA dont 65 MFCFA pour les 52 personnes du centre) - Mise en place du Copil (prévue en mars 2016) - Etudier la faisabilité de l'option d'une ouverture provisoire dans les centres disponibles Guiglo et Sassandra en attendant la livraison des travaux de Bimbresso et Treichville - Noter que le C2D prendra en charge les investissements d'un seul centre sur C2D1 et d'un centre sur C2D2

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Mesures à prendre	Réalisée janvier 2016	Diligences à effectuer
COMPOSANTE 2 - ENTREPRENARIAT				
AGR PFS 1000 jeunes	Nouvelle proposition de l'ANADER acceptée et recalibrée en fonction de l'enveloppe disponible. La négociation aura duré 10 mois...	Démarrer les prestations de l'ANADER. Veiller à ce que l'ANADER réceptionne tous les achats effectués dans le cadre des AGR.	Action en cours <ul style="list-style-type: none"> - Approbation de la Convention ANADER-BCPE par le Ministre du Budget en Novembre 2015. - Atelier de validation des outils et présélection des outils réalisés par l'ANADER en Décembre 2015. Commission locale de sélection réalisée par la PFS CI en Janvier 2016. Commission centrale de sélection des plans d'affaire planifiée pour Février 2016. Formation et financement des AGR en Mars 2016. - IMF : Plusieurs discussions avec la CNCE. Draft du protocole d'accord PFS CI – CNCE en cours d'analyse par le Service Juridique de la CNCE. Soumission à l'ANO de l'AFD et signature de l'accord en Février 2016. 	Exécution des activités Suivi évaluation (transmission des rapports à l'AFD)
AGR AEJ ex-AGEPE 1000 jeunes	La dissolution de l'AGEPE et la mise en place de l'Agence Emploi Jeunes ont retardé le processus de contractualisation des cabinets sélectionnés d'appui aux AGR était dans la phase finale de contractualisation au moment de la dissolution de l'AGEPE.	Les modalités fiduciaires de gestion des financements destinés aux AGR devront recevoir l'ANO de l'AFD.	Action en cours <ul style="list-style-type: none"> - ANO initial de l'AFD sur la convention le 06/01/2016. Approbation de la convention par le Ministère et la DMP. En attente de la validation de la nouvelle mouture de la convention par l'AEJ (prise en compte des remarques de la DMP) avant soumission de la demande d'ANO à l'AFD. Signature de la convention en Février 2016. - Réunion de relance des activités avec l'AEJ : Etablissement d'un plan de démarrage des stages et des AGR y compris la contractualisation avec une IMF (discussions déjà engagée avec la CNCE) 	Signature de la convention Exécution des activités Suivi évaluation (transmission des rapports à l'AFD)
AGR ONG 2600 jeunes	Suite à la déclaration infructueuse de la négociation pour ce lot N°3, une négociation directe a été engagée avec les autres ONG de la liste restreinte, sur la base du cahier des charges validé.	Finaliser la négociation avec les ONG Assurer un suivi évaluation rapproché	Action en cours <ul style="list-style-type: none"> - GFM3 : ANO sur convention GFM 3 le 21/01/2016. Convention signée. En attente de l'ouverture du compte pour le 1er virement. - OIC et NTN : ANO sur propositions OICCI et NTM le 17/12/2015. Demande d'ANO sur les conventions transmises le 01/02/2016 à l'AFD - INADES : Commentaires sur offre INADES le 17/12/2015. Plusieurs réunions organisées avec INADES. En attente 	Signature des conventions et exécution des activités Suivi évaluation (transmission des rapports à l'AFD)

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Mesures à prendre	Réalisée janvier 2016	Diligences à effectuer
			de la prise en compte des remarques par INADES.	
MPE ONG 8000 jeunes	Signature de conventions avec 3 ONG (IECD, MESAD, ODAFEM) portant sur 8000 jeunes effectuée en juin 2015. Pas d'information transmise à la mission sur le démarrage de ces activités.	Assurer un suivi évaluation rapproché (BCPE)	<p>Action en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - ODAFEM : Processus d'inscription des jeunes en cours. 1 027 candidatures enregistrées sur 2 000 planifiées. Démarrage du processus de sélection le 08/02/2016 et des formations en Mars 2016 - IECD : Processus d'inscription, de sélection et de formation en cours. 156 jeunes reçus par le comité de sélection. 90 personnes sélectionnées et formées (objectif global de 4 000 jeunes sur deux ans). - MESAD : Processus d'inscription des jeunes achevé. 4 248 candidatures enregistrées sur 4 100 planifiées. Entretien de sélection achevé avec le recrutement de 2 500 bénéficiaires. La liste provisoire est en cours de validation par le BCP-Emploi. Démarrage des formations en Février 2016. <p>Pour toutes ces ONG un dispositif de suivi est mis en place prenant en compte entre autres : réunion de démarrage, formation aux procédures, réunion mensuelle de suivi, mission de supervision à chaque étape de l'activité (Enrôlement, entretien de sélection...), validation préalables des modes opératoires et outils...</p> <p>Le MPJEJSC a initié la structuration de la plate-forme de financement (modalités envisagées : prêt participatif ; refinancement d'IMF, garantie)</p> <p>Un dialogue est engagé avec la plate- Rencontrer forme des IMF (association professionnelle des systèmes de financement décentralisés- APSFD)</p>	<p>Suivi évaluation (transmission des rapports à l'AFD)</p> <p>Rencontrer la mission Initiative France sur les plates-formes d'accompagnement et de financement</p> <p>Contribuer à la formulation et à la structuration des plates-formes d'accompagnement et de financement afin de pérenniser l'accompagnement initié dans le cadre des conventions ONG pour les MPE et de favoriser l'accès au financement des IMF</p> <p>Rencontrer la mission AFD de la division IFP en charge de l'appui aux IMF (fin février) : occasion de relancer le dialogue des acteurs sur le financement de l'entrepreneuriat, le partage des risques et les modalités, critères et condition d'accès aux financements, les mesures d'accompagnement permettant de réduire les risques</p>

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Mesures à prendre	Réalisé janvier 2016	Diligences à réaliser
COMPOSANTE 3 - APPUI INSTITUTIONNEL				
APPUI institutionnel PFS	Malgré la reconnaissance d'utilité publique, le projet de PFS Maison de l'Emploi porté par le MEMEASFP, la PFS ne dispose pas de budget de fonctionnement au budget national dans la LFI 2015. L'arrêté prévoyant l'inscription d'une subvention de 371 MFCFA en 2015 pour assurer 12 mois de la PFS CI et 6 mois des 57 missions locales 38 PFS locales a été signé. Incertitude sur le fonctionnement de la PFC-CI	MEMEASFP : veiller à l'inscription d'une dotation budgétaire en faveur de la PFS dans la LFR 2015 et dans la LFI 2016 pour assurer la pérennité du dispositif.	<p>Processus en cours</p> <p>A clarifier avec la PFS CI</p> <p>La conférence budgétaire 2016 a approuvé 100 MFCFA pour la PFS ; le FDFP</p>	<p>Redéfinir le rôle des PFS CI et son articulation avec l'AEJ dans l'écosystème d'accompagnement des jeunes vers l'emploi</p> <p>Inscription d'une dotation budgétaire pour le fonctionnement PFS-CI et allocation des crédits de paiement correspondants sur le budget de l'Etat</p>
Appui institutionnel AEJ ex AGEPE	Les acquisitions de matériel ont été effectuées Une cérémonie de remise de matériel le 21 septembre a été présidée par le ministre MDPR-PJEJ		<p>Action en cours</p> <p>Le reliquat de l'appui est prévu dans le plan d'action 2016 de l'Agence Emploi Jeunes (ex-AGEPE) en cours de validation : ANO initial de l'AFD sur la convention le 06/01/2016. Approbation de la convention par le Ministère et la DMP. En attente de la validation de la nouvelle mouture de la convention par l'AEJ (prise en compte des remarques de la DMP) avant soumission de la demande d'ANO à l'AFD. Signature de la convention en Février 2016.</p> <p>Cahier des charges élaboré pour deux missions (programmées pour le T1 2016) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui institutionnel à l'AEJ et à l'écosystème de l'emploi (Pole Emploi/Expertise France) - Appui aux plateformes d'accompagnement et de financement de l'entrepreneuriat Initiative France 	<p>Contrats EF et IF à élaborer pour les deux missions (qui entrent dans la préparation du volet d'appui institutionnel du C2D2)</p>

Appui institutionnel DGE			<p>Bilan des réalisations effectué lors de la mission</p> <p>Une partie des CR d'activités a été transmise</p> <p>CR des réunions du comité emploi (2013 – 2014 – 2015)</p> <p>Rapports de mission de formation au centre BIT de Turin 15-26 sept 2014 (système d'information ; genre et développement, politique d'emploi)</p> <p>système d'information géographique dans le cadre de la cartographie des initiatives emploi PV évaluation AML et PV ouverture des offres (une seule offre reçue) (février 2015) : prestation non réalisée (Activité reprise par PEJEDEC)</p>	<p>Transmettre les documents</p>
Appui à la coordination et la gestion du projet BCPE			<p>Transmission à la mission des diaporamas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - exécution technique au 31/01/2016 - suivi des diligences de l'aide-mémoire de la mission AFD de septembre 2015 - bilan financier 31/01/2016 (taux de décaissement global de 26,23% ; taux d'engagement de 75,89%) - passation des marchés 31/01/2016 (59 marchés passés pour 5,8 mds FCFA) 	<p>Préciser le budget de fonctionnement disponible au 31/01/016</p> <p>Transmettre à l'AFD tous les rapports de supervision des activités</p> <p>Rédiger et transmettre à l'AFD les rapports périodiques de suivi-évaluation des activités faisant état des progrès, des difficultés et des mesures prises.</p> <p>Développer la capitalisation transversale interprojets (mutualisation de documents) sur les problématiques communes.</p> <p>Rédiger des TDR pour une étude d'impact du volet AGR et MPE (C2D1 et C2D2).</p>

8.7.2 Projet EMPLOI DES JEUNES - C2D2

Tableau 17 : Diligences Emploi des jeunes - C2D 2

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Réalisée à Fin Janvier 2016	Diligences à effectuer
COMPOSANTE 1- EMPLOYABILITE – 12 100 jeunes			
THIMO PFS 4500 jeunes	PAA révisé en novembre 2015 sur la base de l'aide-mémoire d'évaluation	Draft PAA élaboré, en cours révision par AFD	Prendre en compte les résultats de l'étude d'impact et la capitalisation effectuées sur les Thimo pour configurer les Thimo du C2D2 et proposer un mode opératoire adéquat (profilage et sélection du public cible, formation, indemnisation, suivi) Evaluer les capacités des PFS à conduire cette activité à l'échelle voulue et avec la rigueur souhaitée dans le cadre C2D2
THIMO ONG 500 jeunes	PAA révisé en novembre 2015 sur la base de l'aide-mémoire d'évaluation	Draft PAA élaboré en cours révision par AFD	Le cas échéant étudier une modalité pilote innovante ; dans le cas contraire intégrer cette activité à la PFS pour réduire les coûts de transaction
CHANTIERS ECOLES ONG 2000 jeunes	PAA révisé en novembre 2015 sur la base de l'aide-mémoire d'évaluation	Draft PAA élaboré en cours révision par AFD	Capitaliser sur les résultats des chantiers école C2D1 pour définir le cahier des charges de cette activité. Etablir une coordination avec l'UCP-EF (possibilité d'insérer des bénéficiaires de chantiers dans les chantiers de construction des écoles primaires et des collèges). Concevoir une formation pour les entreprises intéressées par les chantiers écoles et les ONG en charge des constructions scolaires du C2D1
STAGES AEJ ex-AGEPE 4100 jeunes	PAA révisé en novembre 2015 sur la base de l'aide-mémoire d'évaluation	Draft PAA élaboré en cours révision par AFD	Effectuer une analyse des stages conduits sur C2D1 (public-cible)

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Réalisée à Fin Janvier 2016	Diligences à effectuer
SCAED 1000 jeunes	PAA révisé en novembre 2015 sur la base de l'aide-mémoire d'évaluation	Draft PAA élaboré en cours révision par AFD	Voir remarques formulées sur C2D1

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Réalisée janvier 2016	Diligences à effectuer
COMPOSANTE 2 – ENTREPRENARIAT - C2D2 – 18 000 jeunes			
AGR AEJ 10 000 jeunes	PAA révisé en novembre 2015 sur la base de l'aide-mémoire d'évaluation	Draft PAA élaboré	<p>Définir les activités à mettre en œuvre et les modalités (en capitalisant sur l'expérience C2D1 AGR AEJ et AGR PFS)</p> <p>Mettre en place la plate-forme de financement et la plate-forme d'accompagnement</p> <p>Affecter le budget d'investissement prévu dans les AGR pour amorcer la plate-forme de financement dans le cadre d'un dispositif national (3 Mds FCFA). Ce point sera traité par la mission Initiative France : utiliser le financement C2D2 prévu pour subventionner les AGR pour mettre en place la plate-forme d'accès au financement des entrepreneurs (AGR ou MPE) : les porteurs d'AGR/MPE C2D devraient être les premiers bénéficiaires du dispositif à mettre en place.</p> <p>Rapprocher le dispositif d'appui aux AGR du dispositif de l'appui à l'entrepreneuriat conformément aux préconisations de l'AFD de faire évoluer progressivement les dispositifs AGR vers une logique d'entrepreneuriat ; ainsi dans ce dispositif envisagé pour C2D2 il n'y aurait plus de financement en subvention pour des AGR, mais des incitations pour que les IMF puissent soutenir des AGR qui elles-mêmes s'inscriraient plutôt dans une logique d'entreprise</p>

Composantes / Activités clés	Situation fin septembre 2015 Point d'attention/difficultés	Réalisée janvier 2016	Diligences à effectuer
MPE ONG 8000 jeunes	PAA révisé en novembre 2015 sur la base de l'aide-mémoire d'évaluation	<p>Draft PAA élaboré</p> <p>Mission Initiative France planifiée (TDR finalisés)</p>	<p>Mettre en place la plate-forme de financement et la plate-forme d'accompagnement</p> <p>Rencontrer la mission Initiative France sur les plates-formes d'accompagnement et de financement</p> <p>Contribuer à la formulation et à la structuration des plates-formes d'accompagnement et de financement afin de pérenniser l'accompagnement initié dans le cadre des conventions ONG pour les MPE et de favoriser l'accès au financement des IMF</p> <p>Noter la mission AFD de la division financière IFP en charge de l'appui aux IMF (fin février 2016) : occasion de relancer le dialogue des acteurs sur le financement de l'entrepreneuriat, le partage des risques et les modalités, critères et condition d'accès aux financements, les mesures d'accompagnement permettant de réduire les risques</p>

Composantes / Activités clés	Réalisé janvier 2016	Diligences à réaliser
COMPOSANTE 3 - APPUI INSTITUTIONNEL C2D2		
APPUI institutionnel AEJ	<p>Mission d'étude en France (en décembre 2015) du MPJEJSC et de l'AEJ, sur le dispositif d'aide à l'emploi et à l'entrepreneuriat (institutions rencontrées Expertise France, Pole Emploi, Centre des métiers, Mission locale, ADIE, Initiative France). Formulation des centres d'intérêt.</p> <p>Dépôt d'une requête par le MPJEJSC à la primature (ST C2D) pour financer trois mesures plate-forme de financement (10 Mds FCFA), service civique (5 Mds FCFA) et extension du SCAED (3 Mds FCFA) à prélever sur la réserve budgétaire C2D.</p> <p>Expression par le MPJEJSC des centres d'intérêt dans 7 domaines :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) amélioration de la gouvernance des sous- secteurs promotion de la jeunesse, emploi des jeunes, service civique ; activités : 1.1 Elaboration de la stratégie nationale d'insertion et d'emploi des jeunes (SNIEJ) 2016-2020 ; 1.2 rédaction du rapport annuel sur la situation de l'emploi des jeunes ; 1.3 étude sur les bassins d'emploi de Côte d'Ivoire 2) cartographie des intervenants de l'insertion professionnelle en Côte d'Ivoire et évaluation des outils d'intervention dans l'optique de proposer des modalités d'intervention de l'AEJ : 2.1 Etude sectorielle pour bâtir la cartographie des intervenants de l'insertion professionnelle en Côte d'Ivoire ; 2.2 Etude pour l'évaluation des outils d'intervention des acteurs et des modalités d'intervention de l'AEJ et la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation 3) appui pour renforcer et rendre opérationnelle (structurer, former les acteurs, mise en place des outils opérationnels) la plate-forme de financement jeunes + statut spécifique de l'auto-entrepreneur 3.1 appui à l'opérationnalisation de la plate-forme de financement ; 3.2 étude de définition du statut spécifique de l'auto-entrepreneur ; 4) programme spécifique dans le cadre de la migration : 4.1 conceptualisations de l'intégration de l'agence dans le dispositif de collaboration internationale et du système d'information multipartite prévu par le sommet de La Valette 5) mise en place d'outil de pilotage de l'AEJ et élaboration de tableau de bord de suivi des activités : 5.1 mise en place de l'outil de pilotage de l'AEJ et de tableau de bord de suivi de ses activités ; 6) intégration de la variable emploi dans le cadre de l'investissement public : 6.1 étude sur l'intégration de la variable emploi dans le cadre de l'investissement public ; 6.2 étude sectorielle pour la segmentation des demandeurs d'emploi selon le niveau de précarité ; 6.3 élaboration et implémentation des processus d'accueil, d'accompagnement global des demandeurs d'emploi par typologie/catégorie ; 6.4 conception d'un système d'information et de communication par typologie de demandeurs d'emploi 7) renforcement des capacités du personnel de l'agence emploi jeunes : 7.1 extension du réseau des agences régionales de l'AEJ ; 7.2 renforcement de la plate-forme technologique ; 7.3 processus de certification ISO de l'AEJ ; 7.4 assistance technique de Pôle emploi ; 7.5 appui au dispositif de l'apprentissage ; 7.6 formation et voyages d'études. <p>Cahier des charges élaboré pour deux missions (programmées pour le T1 2016) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui institutionnel à l'AEJ et à l'écosystème de l'emploi (Pole Emploi/Expertise France) - Appui aux plateformes d'accompagnement et de financement de l'entrepreneuriat Initiative France <p>Contrats à élaborer pour les deux missions</p>	<p>Coordonner le plan d'appui institutionnel et le programme des études et rapports avec la Banque mondiale : certaines activités sont déjà couvertes par le PEJEDEC 1 ou 2</p> <p>Elaborer le plan d'action de renforcement institutionnel de Pole-Emploi/Expertise France qui pourra couvrir une proportion des centres d'intérêts et des activités prévues notamment les centres d'intérêt N°1, 5, 7 : à travers une assistance technique résidente et des missions d'expertise perlees</p> <p>Cf 1.3 Le PEJEDEC financera une cartographie des opportunités dans les bassins d'emplois de quelques régions</p> <p>Cf 2.1 Le PEJEDEC prévoit de financer un SIG et une cartographie des acteurs</p> <p>Cf 2.2 Prendre en compte les données existantes de la capitalisation Thimo, études d'impact (Thimo et apprentissage) et rapports de suivi-évaluation. Une étude de suivi et/ou d'impact des AGR et de l'entrepreneuriat est prévue sur le FERC C2D étude et pilotage : TDR à élaborer</p> <p>Cf 3 Ce point sera traité lors de la mission Initiative France</p> <p>Cf 3.2 Préciser la demande sur le statut de l'auto-entrepreneur (qui existe déjà en RCI) ; noter que l'AFD pourrait contribuer à définir un plan de vulgarisation du statut de l'auto entrepreneur en s'inspirant d'une expérience récente au Bénin</p> <p>Cf 7.5 Le PEJEDEC 2 prévoit un appui conséquent au programme de déploiement de l'apprentissage.</p> <p>Cf 7. Transmettre à l'AFD les rapports des études et travaux de Deloitte (situation RH) et Ernst et Young (manuel de procédures) en vue de bien positionner les actions de renforcement de capacités en articulation avec les actions de structuration de l'AEJ en cours</p>

Autres demandes d'appui institutionnel DGE	Requête DGE pour un appui intentionnel de 459 MFCFA pour la période 2016-2020	<p>La DGE a bénéficié d'un appui substantiel sur le C2D1 mais ne pourra pas être soutenue dans le cadre du C2D2. Le C2D a appuyé l'architecture dans le cadre du premier C2D. Il est maintenant nécessaire de s'interroger sur la viabilité de l'architecture construite au vu des changements institutionnels qui sont intervenus. De plus ce type de mécanisme de coordination interministériel n'a pas vocation à être soutenu par les partenaires de façon indéfinie. En effet, si le gouvernement le juge indispensable et efficace, le fonctionnement de ces instances devra être intégré à son budget.</p>
Appui coordination du projet par BCPE		<p>Le programme d'appui devra tenir compte de la nécessité d'appuyer le renforcement de la fonction de suivi-évaluation de l'AEJ ;</p> <p>Le C2D ne financera pas deux fois le suivi-évaluation des projets (une fois au titre de l'AEJ et une fois au titre du BCPE).</p> <p>Une coordination devra être effectuée avec la Banque mondiale pour déterminer ce qui devra être pris en charge par chaque projet PEJEDEC et C2D Emploi</p>

8.8 ANNEXE 1 - ETUDES A REALISER POUR C2D2 ET SOURCES DE FINANCEMENT

THEMES/ETUDES	Type	Partenaire	Estimation Eur	Imputation sur FERC Etudes et pilotage	Imputation sur C2D2	Imputation sur C2D1	Imputation budget consultant siège (2015-16)	Rédaction TdR	Etude réalisée
			KEUR	KEUR	KEUR	KEUR	KEUR		KEUR
MEN C2D 1									
Collecte de données	étude	ONG/UCPEF	167,7		118	50		fait	50
étude d'impact collèges	étude	à préciser	500,0	500				AFD/MEN	
infrastructure scolaire supervision	étude	CRATERRE	25,0				25	AFD	
MEN C2D 2									
génie-civil sur les collèges : implantation et adaptation plan type au sites	étude	AO	152,4		152			UCPEF/MEN	
préparation accompagnement réforme collèges	partenariat	CIEP	210,0		210			fait	
actualisation des plans types en base 4	étude	AO	76,2		76			UCPEF/MEN	
plans type CFR	étude	AO	114,3		114			UCPEF/MEN	
METFP C2D 2									
préétudes génie civil Centres polyvalents et lnepet	étude	SFERE	28,0				28	DGFP	28,0
préétudes génie civil Centres sectoriels	étude	ETUDES ARCHITECTE	25,0				25	DGFP	25,0
génie-civil sur les centres sectoriels et polyvalents études et contrôle des travaux	étude	AO	2 000,0		2 000			METFP	
pré-études de configuration des centres	étude	SFERE	150,0			150		METFP	
préparation accompagnement du centre sectoriel agricole	partenariat	SupAgro	34,5	35				fait	
préparation accompagnement du centre sectoriel mines	partenariat	CODIFOR	55,2	55				fait	
préparation accompagnement du centre sectoriel transport - logistique	partenariat	AFTRAL	39,8	40				fait	
préparation accompagnement du centre sectoriel mécanique	partenariat	GIP Auvergne	29,3	29				fait	
préparation accompagnement de l'IPNETP et centres polyvalents	partenariat	CIEP	48,4	48				fait	
préparation du plan de travail appui institutionnel à la réforme ETFP et aux branches	partenariat	Expertise France	23,0	23				ETI	
préparation accompagnement des centres malvoyants et malentendants	partenariat	Expertise France	70,0	70				ETI	
INPHB C2D 2									
préétude extension Danga et résidences universitaires	étude	LE LOET	25,0				25	AFD	25,0
génie-civil études et contrôle des travaux	étude	AO	2 000,0		2 000			consultant	
préparation du laboratoire sur les eaux	étude	à préciser	100,0	100				INPHB	
préparation du partenariat avec l'ESMG	partenariat	ESGN	50,0		50			ETI INPHB	
préparation du partenariat avec l'ESCAE	partenariat	Appel à candidature	50,0		50			ETI INPHB	
préparation du partenariat avec l'ESTP	partenariat	ESTP	50,0		50			ETI INPHB	
modèle économique complet	étude	AO	100,0		50	50		ETI INPHB	
plan GRH	étude	AO	75,0	75				ETI INPHB	
MESRS C2D 2									
programme investissement objectif 1: UVCI	partenariat	AUF	45,0			45		ETI MESRS	
programme investissement objectif 2 : projets innovants	partenariat	IRD + partenaires	250,0		250			ETI MESRS	
programme investissement objectif 3 : écosystème gros équipements	partenariat	CNRS/IUT	250,0		250			ETI MESRS	
objectif 4 : schéma directeur : secteurs porteurs	étude	AO	150,0		150			ETI MESRS	
appui à la définition des besoins génie-civil pour objectifs 1, 2, 3	étude	AO	75,0	75				SDU	
évaluation des résultats du projet	étude	AO	150,0	150				AFD	
MPJEJSC Emploi C2D 1									
étude de capitalisation sur Thimo	étude	consultant individuel	7,0				7	AFD	7,0
étude d'impact Composante entrepreneuriat C2D1 et 2	étude	à préciser	500,0	500				AFD/BCPE	
MPJEJSC Emploi C2D 2									
accompagnement sur le dimensionnement de l'appui institutionnel à l'AEJ	partenariat	Pôle Emploi international/Expertise France	44,7			45		AFD	
Accompagnement dimensionnement d'AGR	partenariat	France initiative	43,7			44		BCPE	
accompagnement pour le montage du volet volontariat (sous réserve)	étude	AO	100,0	100				BCPE	
matrice des opportunités d'AGR/MPPE/THIMO+	étude	AO	100,0		50	50		à obtenir du BCPE	
TOTAL ETUDES			7 914,1	1 800	5 521	383	110		135

8.9 ANNEXE 2 - Tableaux d'exécution du C2D 1 Emploi

STRUCTURES	MONTANT TOTAL CONVENTION D'AFFECTATION	MONTANT TOTAL ENGAGE	RELIQUAT DES ENGAGEMENTS	TAUX ENGAGEMENT	MONTANT DECAISSE (B)	TAUX DECAISSEMENT
COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITE DES JEUNES						
PFS 1	1 072 652 860	1 072 652 860	-	100,00%	878 722 127	81,92%
PFS 2	-	826 302 903	826 302 903			
ONG & MAIRIES	1 100 000 000	265 271 800	834 728 200	24,12%	165 345 100	15,03%
S/T CASH FOR WORK	2 172 652 860	2 164 227 563	8 425 297	99,61%	1 044 067 227	48,05%
ONG ACTION ENTREPRISE LOT 1	362 000 000	131 815 475	98 369 050		89 658 325	24,77%
ONG ACTION ENTREPRISE LOT 2	362 000 000	131 815 475			-	0,00%
S/T CHANTIERS ECOLE	362 000 000	263 630 950	98 369 050	72,83%	89 658 325	24,77%
AGEPE	695 914 850	154 235 569	541 679 281	22,16%	154 235 569	22,16%
AEJ	-	331 100 500	331 100 500		-	
S/T INTEGRATION DANS L'ENTREPRISE	695 914 850	485 336 069	210 578 781	69,74%	154 235 569	22,16%
ONG	202 500 000	-	202 500 000	0,00%	-	0,00%
S/T ASENSA	202 500 000	-	202 500 000	0,00%	-	0,00%
SCAED	1 200 000 000	1 200 000 000	-	100,00%	66 413 773	5,53%
S/T SCAED	1 200 000 000	1 200 000 000	-	100,00%	66 413 773	5,53%
FONDS DE RESERVE COMPOSANTE 1	34 432 290	-	34 432 290	0,00%	-	0,00%
S/T FONDS DE RESERVE	34 432 290	-	34 432 290	0,00%	-	0,00%
S/T COMPOSANTE 1	4 667 500 000	4 113 194 582	554 305 418	88,12%	1 354 374 894	29,02%
COMPOSANTE 2: DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPREUNARIAT DES DEMANDEURS D'EMPLOI						
AGEPE	600 000 000	1 930 000	598 070 000		1 930 000	
AEJ	-	645 033 000	645 033 000			
PFS	600 000 000	623 889 704	23 889 704	103,98%	21 862 889	3,64%
ONG	1 400 000 000	-	1 400 000 000	0,00%		0,00%
S/T AGR	2 600 000 000	1 270 852 704	1 329 147 296	48,88%	23 792 889	0,92%
ONG ODAFEM	1 200 000 000	295 946 768			153 659 756	
ONG MESAD	1 200 000 000	499 480 283			246 264 915	
ONG IECD ABIDJAN	1 200 000 000	488 706 000			107 909 000	
ONG IECD YAMOUSSOUKRO	1 200 000 000	293 517 000			72 255 000	
S/T MPE	1 200 000 000	1 577 650 051	377 650 051	131,47%	580 088 671	48,34%
S/T COMPOSANTE 2	3 800 000 000	2 848 502 755	951 497 245	74,96%	603 881 560	15,89%
COMPOSANTE 3: COORDINATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES						
DIRECTION GENERALE DE L'EMPLOI	570 235 832	120 093 975	450 141 857	21,06%	120 093 975	21,06%
RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENCES D'EXECUTION	335 797 504	338 049 346	2 251 842	100,67%	306 295 546	91,21%
BCP-EMPLOI	459 385 314	320 431 818	138 953 496	69,75%	291 138 481	63,38%
FONDS DE RESERVE	367 081 350	-	367 081 350	0,00%		0,00%
S/T APPUIS INSTITUTIONNELS	1 732 500 000	778 575 139	953 924 861	44,94%	717 528 002	41,42%
S/T COMPOSANTE 3	1 732 500 000	778 575 139	953 924 861	44,94%	717 528 002	41,42%
TOTAL GENERAL	10 200 000 000	7 740 272 476	2 459 727 524	75,89%	2 675 784 456	26,23%